

LE
LES MÉTALLOS **POUVOIR** DE LA
SOLIDARITÉ

RÉSOLUTIONS

LAS VEGAS, NEVADA
AVRIL 10-13, 2017

Index des résolutions

Résolution	Page
Introduction	1
1. Nos anciens dirigeants	3
2. A la mémoire de	5
3. Le pouvoir de l'unité.....	8
4. Honorer notre passé et le présent tout en préparant la Prochaine génération	13
5. Unité et militantisme à l'échelle mondiale	17
6. Femmes d'acier	23
7. Droits civils et droits de la personne	26
8. Organisation des retraités des Métallos (ORME)	31
9. Négociation collective.....	33
10. Renforcer le pouvoir de négociation au moyen de campagnes stratégiques	36
11. Commerce international	38
12. Puiser notre force dans le recrutement	46
13. Militantisme politique.....	50
14. Intervention immédiate et militantisme législatif	53
15. Santé et sécurité au travail.....	56
16. Équipe d'intervention d'urgence.....	62
17. Amalgamation.....	64
18. La lutte pour protéger les droits fondamentaux des travailleurs	66
19. L'accès à des soins de santé abordables – Un droit fondamental de la personne.....	70

**RÉSOLUTIONS
DU
SYNDICAT INTERNATIONAL
DES TRAVAILLEURS UNIS DE LA MÉTALLURGIE, DU
PAPIER ET DE LA FORESTERIE, DU CAOUTCHOUC,
DE LA FABRICATION, DE L'ÉNERGIE, DES
SERVICES ET INDUSTRIES CONNEXES
(SYNDICAT DES MÉTALLOS)
FAT-COI-CTC**

**CONGRÈS STATUTAIRE 2017
LAS VEGAS (NEVADA)**

Le pouvoir de l'unité

Du 10 avril au 14 avril 2017

Introduction

Les délégués au Congrès statutaire ont comme principale responsabilité de débattre et d'adopter les résolutions sur l'orientation du syndicat. Les résolutions nous donnent l'occasion de formuler nos priorités et de concevoir des stratégies pour l'avenir. Nos résolutions témoignent d'une confiance mutuelle et d'une détermination à effectuer les changements nécessaires.

Le Congrès de 2017 salue le pouvoir de l'unité au moment où nous célébrons 75 années de solidarité. Par nos actions passées, nous avons établi une base solide pour l'avenir. Il suffit de nous rappeler comment le fait de surmonter les dissensions nous a permis d'exploiter le pouvoir de la négociation collective.

Nous sommes un syndicat diversifié qui représente des travailleuses et travailleurs dans chaque secteur de l'économie nord-américaine et des Caraïbes. Renforcés par l'histoire et les expériences enrichissantes d'un grand nombre de syndicats prédécesseurs qui se sont également battus avec acharnement pour la justice économique et sociale, nous devons nous résoudre de lutter à l'unisson pour un avenir qui offre une meilleure vie à tous.

Résolution n° 1

Nos anciens dirigeants

ATTENDU QUE nous nous réunissons de nouveau pour le Congrès statutaire du syndicat dans le but de tracer sa voie pour l'avenir, et qu'en cette occasion, il est tout à fait approprié de jeter un regard sur le passé et de saluer la prévoyance, le courage inébranlable et le dévouement absolu avec lesquels les anciens dirigeants internationaux de nos syndicats constituants ont autrefois relevé les défis;

ATTENDU QUE Philip Murray (1942-1952), en tant que président du Comité organisateur des métallurgistes, a joué un rôle déterminant dans la fondation et l'établissement de notre syndicat, et qu'à titre de premier président international des Métallurgistes unis d'Amérique et de président du Congrès des organisations industrielles, il a inspiré la philosophie de base de notre syndicat. Il a été une force visionnaire au sein du mouvement ouvrier américain, et il s'est fait le champion des principes de justice tant au travail que sur le plan économique et social;

ATTENDU QUE David J. McDonald (1952-1965) a amené les MUA à reconnaître l'importance d'un programme de négociation visant d'importantes améliorations aux pensions, aux soins de santé, aux prestations de chômage, aux droits de rappel et aux autres avantages sociaux, et qu'il a joué un rôle clé dans la fusion de la FAT et du COI;

ATTENDU QUE I. W. Abel (1965-1977) a permis aux MUA d'accroître davantage leur force sur le plan des politiques salariales et de la participation des membres à la négociation, et qu'il a grandement influencé la promulgation de la loi sur la sécurité et la santé au travail de 1970 et de la loi sur la réforme des pensions de 1974;

ATTENDU QUE Lloyd McBride (1977-1983) a guidé notre syndicat au cours des périodes les plus sombres de fermeture d'usines et de déplacement vers l'étranger qui sont survenus pendant le premier effondrement majeur du marché de l'acier; à l'époque, notre syndicat a perdu des centaines de milliers de membres, mais il a quand même défendu ses principes d'unité et d'équité;

ATTENDU QUE Lynn R. Williams (1983-1994) a maintenu l'unité au sein du syndicat pendant les pires moments qu'a connus l'industrie américaine de l'acier, et lorsque cette dernière a fait face à des importations déloyales, des faillites et des consolidations incessantes, il a eu recours à la négociation à la baisse pour conclure des conventions de travail novatrices et garantir au syndicat une présence aux réunions des conseils d'administration et des cadres d'entreprises, et aux discussions sur les ventes;

ATTENDU QUE George Becker (1994-2001) s'est distingué par son leadership vigoureux et acharné pendant sa présidence, qu'il a revitalisé nos activités politiques et législatives, et mis sur pied notre programme novateur d'intervention immédiate. Il a dirigé notre syndicat pendant une période de croissance qui a compris la fusion des Ouvriers unis

À la mémoire de ...

ATTENDU QU'il convient à l'occasion de chaque congrès de prendre un moment pour nous recueillir et nous rappeler nos consœurs et confrères qui ont grandement contribué à assurer à notre syndicat le pouvoir et le prestige dont il jouit actuellement, mais qui sont décédés depuis notre dernier congrès;

ATTENDU QUE les mots ne suffisent jamais pour faire l'éloge de ceux et de celles qui ont dépensé tant d'efforts pour établir notre syndicat et le faire continuellement progresser, et qui ont su contribuer de manière durable au Syndicat des Métallos et au mouvement ouvrier, contribution qui sert de monument à leur mémoire;

ATTENDU QUE, depuis le congrès de notre syndicat en 2014, nous avons appris avec regret le décès de l'ancien vice-président du Syndicat des Métallos John W. Sellers, de l'ancien vice-président de l'IBA Wilfred McIntyre, des anciens directeurs du Syndicat des Métallos Edward Zeuch, Harry E. Lester, Homer E. Wilson et Eldon D. Kirsch, de l'ancien directeur de la CICP Leonard G. Bruder et de l'ancien directeur de PACE Vincent W. Dinardo;

ATTENDU QUE, depuis le congrès de notre syndicat en 2014, nous avons également appris le décès des employés et retraités suivants de notre Syndicat international :

Juan Aranda Jr.	Paul Markonni
Gabriella Villa	Clayton Perry
John Meszaros	Richard Humphreys
William J. Hocvar	Kenneth Hennick
Herbert E. Stottler	Jimmy Roan
Stephen J. Newman	Edythe Earlene Patterson
Andrew Chesnes	Jimmy Colston
Patsy A. Ballinger	Pauline C. Stanovich
Ronald MacDonald	Howard Jenkins
Paul Holifield	Lisette Denis
Bill McGough	Donia Ruel
Gerald Edwards	G. Daniel Dunlap
James Bergeron	Charlyne Lewis Duncan
Paul E. Thompson	Barbara Wilson
James R. Wyle III	Arlette Gatewood
Isaac Hardman III	Alfredo Montoya
Julia Doolittle	James A. Riley
Fred Baggett	Steven Gentry
Lewis Toole	Dorita Mendizabal

Harry J. Osborne
Barbara Jarrett
Margaret Jeffries
Robert Saumure
Peter J. Cassidy
Delia Storch
Thomas Patterson
Michael Krivosh
Carl H. Atkins
Oliver Montgomery
M. Joyce Campbell
Alfred Capone
Mildred Ranich
Alfred Madrigal, Jr.
George Prenatt
Dwight Jett
John E. O'Connor
Charles G. Gretz
Patrick Glenn
John G. Chamelot
Joseph S. Dragas
John D. DiSciullo
Clifton T. Stitt
Alice Young
William Shlapack
Marion B. Iski
William T. Mitchell
William M. Morton
Ines Stocco
Anna Branton
John Haser
Kevin Harper
Erwin Mertz

Robert E. Gallagher, Sr.
Carmen Tanguay Guerin
Hugh C. Henderson, Jr.
Patrick F. Meehan
Frederick A. Casaia
Billy D. Boyce
William R. McConnell
Frank Burger
Richard C. Eckenroth
Mathew L. Contessa
W. Ken Massengill
Floyd O. Chambers
William B. Miklos
Jesse Arredondo
Ruth Jurella
Robert Labrie
Robert Navarretta
Jacques Wuichet
Dorothy J. Akeson
Arlene V. Wood
Beverly J. Whitaker
Curtis Peterson
Edna Jenca
James R. Thomas
David L. Caldwell
Thomas C. McLane
John E. Penney
Mary Ann Sullivan
James R. Jones
Michelle Reavley
Roland Sampson
Ray Silenzi
George Daniel Lawson

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT RÉSOLU QUE nous offrons cet hommage à la mémoire de tous les dirigeants et membres syndicaux qui sont morts depuis notre congrès de 2014. Ils sont décédés, mais nous ne les oublierons jamais.

budgétaire, de la réduction des coûts et de la compression du gouvernement, et qu'il s'agit là tout simplement d'excuses pour éviter de résoudre les véritables problèmes auxquels nos économies sont confrontées : la diminution accélérée de la classe moyenne, la montée vertigineuse des coûts des soins de santé et de l'éducation, et l'élargissement de l'écart entre les richesses;

ATTENDU QUE les très riches et les grandes entreprises ne paient pas leur juste part d'impôts, bon nombre versant peu ou pas d'impôt du tout, même si une telle situation entraîne la réduction du financement essentiel à l'éducation, à l'infrastructure, à la réglementation environnementale et au développement économique;

ATTENDU QUE de nombreux responsables politiques aux États-Unis ciblent maintenant les précieux programmes sociaux comme Medicare, la Sécurité sociale et Medicaid, ainsi que des allègements fiscaux de longue date accordés à la classe moyenne;

ATTENDU QUE les mauvais accords commerciaux et les présumés marchés libres nous ont laissés vulnérables au dumping et au subventionnement étrangers, mettant les emplois des Américains et des Canadiens en péril, déstabilisant nos économies et nécessitant davantage l'application diligente des lois commerciales et le développement de nouvelles politiques commerciales et de lois sur les recours commerciaux;

ATTENDU QUE nous lutterons toujours pour des dispositions «Buy American» et «Achetez canadien» afin de promouvoir des produits de qualité qui appuient des normes de travail équitables et de protéger les emplois rémunérateurs, malgré que les autorités locales continuent de trouver des excuses pour utiliser des produits étrangers dans les projets d'infrastructure majeurs et combler nos besoins en matière d'approvisionnement;

ATTENDU QUE même si nous croyons que le marché est un moyen efficace de créer et de livrer des produits, les citoyens possèdent certains droits sociaux et économiques que nous devons défendre si nous voulons les conserver, notamment les pensions, les soins de santé et l'équité en matière d'emploi;

ATTENDU QUE par les efforts consacrés à l'éducation dans l'ensemble de notre syndicat, nous fournissons à nos membres les ressources qui leur permettent d'obtenir l'information et les compétences dont ils ont besoin pour relever les défis dans leurs lieux de travail et leurs localités, et devenir de meilleurs dirigeants dans la lutte pour un avenir meilleur;

ATTENDU QUE nous défendons nos valeurs et notre vision à la table de négociation afin de garantir des lieux de travail plus sécuritaires et d'y assurer des salaires, des avantages sociaux et des règles équitables. L'action collective que nous menons dans l'ensemble des secteurs renforce le pouvoir de négociation, tandis que des services comme celui des campagnes stratégiques aident les sections locales à relever les défis de plus en plus grands que pose la négociation en perfectionnant leurs compétences en matière de négociation et de défense. Ensemble, ces facteurs nous permettent de réaliser des gains dont bénéficient à la fois les syndiqués et les non-syndiqués;

économie non polluante et d'un secteur manufacturier revitalisé qui nous permettront de protéger les emplois de nos membres maintenant et à l'avenir;

ATTENDU QUE, à titre de syndiqués, nous œuvrons à l'échelle mondiale pour assurer des salaires suffisants, des conditions de travail sécuritaires et des avantages sociaux raisonnables, tant dans les ateliers de misère en Jordanie que dans les mines du Mexique, ainsi que dans les lieux de travail partout aux États-Unis, au Canada et dans les Caraïbes. Nous utilisons notre pouvoir collectif, notre capacité à négocier et nos relations internationales, et nous reconnaissons qu'une menace envers une personne est une menace envers tous;

ATTENDU QUE nous croyons que nos collectivités définissent en grande partie qui nous sommes, et que des collectivités saines se développent lorsque nous nous préoccupons les uns des autres, traitons les gens équitablement, veillons à leur sécurité et les aidons à se réaliser;

ATTENDU QUE nous relevons ce défi afin de préserver ce pour quoi le mouvement ouvrier s'est battu, ce pour quoi un nombre incalculable de travailleurs sont morts et pour ce que nous croyons que nos pays peuvent devenir.

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT RÉSOLU QUE :

- 1) Nous serons toujours un syndicat qui se bat pour la justice sociale et économique afin d'améliorer la vie de tous. Les personnes qui travaillent dur devraient gagner des salaires permettant de nourrir leurs familles. La réduction de l'inégalité économique n'est pas seulement la bonne chose à faire, elle réside au cœur même de nos efforts pour soutenir nos économies.
- 2) Nous insisterons pour établir le plein emploi, rejetant la notion que des salaires stagnants constituent la nouvelle norme. Nous serons un syndicat qui se bat avec acharnement pour des lois qui facilitent la syndicalisation afin que tous les travailleurs aient la possibilité de négocier collectivement.
- 3) Notre syndicat s'efforcera au Canada comme aux États-Unis de veiller à ce que l'infrastructure, l'éducation et la technologie fassent l'objet d'investissements. Nous travaillerons en tant que syndicat pour des politiques qui revitaliseront une assise manufacturière solide.
- 4) Nous réclamerons toujours de meilleurs soins de santé et la sécurité de la retraite pour tous les citoyens. La sécurité et la dignité pendant la retraite et l'accès à des soins médicaux de qualité constituent des droits fondamentaux et universels, sans égard aux circonstances économiques d'une personne.
- 5) À titre de syndicat, nous poursuivrons notre lutte pour faire en sorte que tous les paliers de gouvernement soient adéquatement financés et habilités de façon à garantir une éducation et des services publics de qualité, à assurer la

Honorer notre passé et le présent tout en préparant la Prochaine génération

ATTENDU QUE, depuis sa fondation, notre syndicat a accueilli tout le monde, sans égard à l'âge, et s'est efforcé d'encadrer, de sensibiliser et d'habiliter les militants et les dirigeants de la prochaine génération en vue d'assurer un avenir durable;

ATTENDU QUE le nombre de personnes de 35 ans et moins s'élève à 75 millions aux États-Unis et à 15 millions au Canada, et qu'ils constituent la main-d'œuvre la plus importante, la plus diversifiée et la plus au fait de la technologie de l'histoire de nos deux pays;

ATTENDU QUE les jeunes travailleuses et travailleurs gagnent en moyenne 20 pour cent de moins que ce que gagnaient les boomers à leur âge, qu'ils possèdent la moitié de la richesse nette dont jouissait la génération de jeunes travailleurs avant eux, et qu'ils font face à des taux moyens de chômage nationaux deux fois plus élevés aux États-Unis qu'au Canada;

ATTENDU QUE les jeunes travailleurs voient les syndicats d'un œil bien plus favorable que leurs pairs plus âgés, et pourtant, les taux de syndicalisation chez ces jeunes est bien inférieur à celui des aînés, ce qui constitue pour nous une occasion de faire connaître le Syndicat des Métallos à un nombre accru de jeunes travailleurs, en particulier parce que les syndiqués gagnent en moyenne 200 \$ de plus par semaine que les non-syndiqués, une différence de 315 000 \$ de revenus additionnels pendant une carrière à vie moyenne;

ATTENDU QUE nous nous battons pour contrer l'austérité mondiale incessante qui détruit notre classe moyenne et nuit tout particulièrement aux jeunes travailleurs et aux familles partout dans le monde, y compris les efforts pour réduire les soins de santé, l'éducation et d'autres programmes de protection du revenu aux États-Unis et au Canada, les niveaux records de pauvreté infantile au Royaume-Uni, le chômage et le sous-emploi à l'échelle internationale, et les attaques incessantes contre les droits des travailleurs et les droits de la personne de la main-d'œuvre à faibles salaires du monde entier;

ATTENDU QUE l'endettement élevé des étudiants dans nos pays enrichit les banques et d'autres institutions et accable financièrement les jeunes et leurs parents, dont bon nombre sont des membres du Syndicat des Métallos; l'endettement moyen au niveau universitaire s'élève à plus de 27 000 \$ par étudiant au Canada et 37 172 \$ aux États-Unis;

ATTENDU QUE les entreprises qui font passer les profits avant les travailleurs continuent d'essayer de briser les syndicats, de faire diminuer les salaires, de gruger les avantages sociaux et d'accroître les inégalités en ayant recours à des stratégies à plusieurs niveaux et autres visant à diviser pour mieux régner lors des négociations;

Métallos au Conseil consultatif des jeunes membres de la FAT-COI afin qu'il représente notre syndicat dans tous les efforts de la fédération pour assurer la croissance du mouvement ouvrier. Au Canada, nous continuerons d'appuyer les conseils des jeunes travailleuses et travailleurs du Congrès du travail du Canada et des fédérations du travail provinciales.

- 3) Notre syndicat promet d'appuyer et de créer une ambiance de coopération et de respect encourageant ses membres de tous âges et à tous les échelons à jouer un rôle actif au sein du mouvement ouvrier leur vie durant, en leur faisant comprendre que nous avons besoin de travailler ensemble pour bâtir le meilleur syndicat possible pour les générations actuelles et futures.
- 4) Nous continuons de favoriser l'intégration et la participation des jeunes membres aux programmes offerts actuellement aux États-Unis et au Canada, y compris les programmes de recrutement, d'éducation et de perfectionnement des membres, d'intervention immédiate, d'action politique et d'action législative, ceux portant sur la santé, la sécurité et l'environnement, les droits civils et les droits de la personne, les Femmes d'acier, l'Association de la presse des Métallos, et tout autre programme faisant partie intégrante de notre syndicat.
- 5) Nous renouvelons notre engagement à inclure les membres de la Prochaine génération dans les conversations au sujet de l'important travail de notre syndicat, y compris la négociation, afin de nous unir pour lutter ensemble contre l'injustice, notamment les pièges que tendent les entreprises et leurs attaques à plusieurs niveaux contre les prestations des retraités dans le but de diviser et de conquérir notre mouvement. Nous encourageons l'inclusion dans ces conversations de discussions sur des façons nouvelles et différentes d'exécuter notre travail, entre autres, l'utilisation de la technologie moderne.
- 6) Nous appuyons l'intégration de la Prochaine génération dans nos efforts mondiaux, notamment sa participation continue au syndicat mondial des Travailleurs unis et à d'autres initiatives internationales visant à améliorer la vie de tous les travailleurs, comme le premier Échange mondial de jeunes auquel ont participé de jeunes syndicalistes des États-Unis, du Canada, du Mexique, du Royaume-Uni et de Cuba.
- 7) Le Syndicat des Métallos continuera de former des coordonnateurs de la Prochaine génération dans les districts aux États-Unis et au Canada ainsi qu'à développer un programme formel et complet de mentorat; ensemble, ces leaders s'efforceront d'aider chaque section locale à créer un comité de la Prochaine génération au cours des trois prochaines années.
- 8) La Prochaine génération dirigera la participation de notre syndicat dans la lutte contre l'endettement étudiant oppressif qui accable tant de personnes, y compris nos membres et leurs enfants, grâce à l'action législative et communautaire et d'autres initiatives.

Unité et militantisme à l'échelle mondiale

ATTENDU QUE l'inégalité et la concentration de la richesse croissantes menacent la stabilité des institutions démocratiques et les droits de la personne des travailleurs à l'échelle de la planète;

ATTENDU que la mobilité des capitaux, libre de toute réglementation et de tout contrôle, permet aux multinationales et aux riches investisseurs de tourner les travailleurs de différents pays les uns contre les autres;

ATTENDU QUE seul un mouvement démocratique qui favorise la justice économique et sociale à l'échelle de la planète, lutte pour de bons emplois, l'amélioration des salaires, des conditions de travail, des soins de santé, de la sécurité de la retraite et des droits de la personne, pour l'inclusion sociale et des normes environnementales peut s'opposer à la mondialisation que dirigent les entreprises;

ATTENDU QUE l'échec des partis politiques de nombreux pays industrialisés à éliminer les répercussions sur la classe ouvrière des accords «de libre-échange», du dumping de produits manufacturés, de la manipulation des devises et de la désindustrialisation a alimenté la montée des mouvements politiques de la droite qui encouragent la haine et la discrimination raciales et religieuses;

ATTENDU QUE les multinationales à la poursuite de profits supplémentaires continuent de faire baisser les salaires réels des travailleurs, d'affaiblir leur programme de soins de santé et de les menacer de confier leur travail en sous-traitance malgré que le syndicat négocie de bonne foi et montre sa volonté de tenir compte, s'il y a lieu, de leurs demandes de souplesse et de réduction des coûts;

ATTENDU QUE même les entreprises mondiales qui respectent normalement les droits des travailleurs dans leurs propres pays violent de plus en plus ces droits dans d'autres pays où elles exercent des activités;

ATTENDU QUE notre syndicat continue de promouvoir le mouvement ouvrier en s'engageant dans des activités politiques et de recrutement avec des familles ouvrières, des étudiants, des environnementalistes, des chefs civiques et religieux, des communautés immigrantes, des Premières Nations, des groupes de femmes, des militants des droits civiques et des droits de la personne, ainsi qu'avec des syndicalistes;

ATTENDU QUE notre syndicat continue de syndiquer les non-syndiqués au service des multinationales en Amérique du Nord, et qu'il s'est engagé à renforcer la capacité de coordonner la négociation au sein des entreprises et des industries;

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos continue de renforcer son alliance avec le syndicat national des travailleurs des mines, des métaux, de l'acier et des secteurs connexes de la République du Mexique (Los Mineros) en vue de créer un syndicat nord-américain de travailleurs industriels. Depuis 2005, Los Mineros a accueilli plus de 10 000 recrues dans ses rangs et négocié pour tous ses membres les salaires et les avantages sociaux les plus élevés au Mexique, les faisant passer dans la classe moyenne et réduisant l'écart salarial qui motive l'externalisation des emplois américains et canadiens, tout en luttant contre le dumping d'acier que pratique la Chine et contre les accords commerciaux inéquitables qui nuisent aux travailleurs du Mexique;

ATTENDU QUE le gouvernement mexicain, considérant le recrutement démocratique de Los Mineros comme une menace au système rigide de «syndicats de protection» que contrôlent les entreprises au Mexique, poursuit son attaque contre Los Mineros et son dirigeant, Napoleón Gómez Urrutia en redéposant contre lui les accusations criminelles sans fondement que les cours d'appel du pays avaient rejetées, et que même Interpol avait refusées en raison de leur nature politique. Des membres du Syndicat des Métallos aux fonderies d'American Steel, chez ArcelorMittal, Asarco et Dana ont forgé des liens de solidarité serrés avec des membres de Los Mineros qui travaillent aussi pour ces entreprises. Le Syndicat des Métallos et Los Mineros collaborent à renforcer nos programmes d'éducation, de santé et de sécurité, de perfectionnement en leadership des femmes et de la Prochaine génération;

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos condamne le gouvernement non élu et illégitime de Michel Temer au Brésil, lequel a lancé une violente attaque systémique contre les syndicats, les droits des travailleurs et les droits de la personne, notamment en persécutant politiquement l'ancien président Lula dans une tentative de renverser les progrès réalisés par les syndicats brésiliens depuis 2003 en obtenant l'augmentation des salaires réels, l'expansion des systèmes de soins de santé et de pensions, l'égalité des femmes et des Afro-Brésiliens, et en leur procurant des possibilités économiques. Nous sommes fiers de soutenir Lula dans la lutte qu'il mène pour défendre la démocratie brésilienne;

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos a offert de la formation et du soutien dans les domaines de la santé et de la sécurité, de la négociation collective, de la mobilisation des membres, du recrutement et de l'habilitation des femmes par l'entremise du programme des Femmes d'acier, dans le but d'appuyer la croissance du mouvement syndical libérien dans les secteurs du caoutchouc, des mines et des forêts, où nous avons des industries et des employeurs en commun; cet appui a mené à la négociation de conventions collectives qui ont renforcé les protections en matière de santé et de sécurité, et a contribué à empêcher le travail des enfants;

ATTENDU QUE nous nous souvenons du leadership d'avant-garde dont a fait preuve notre ancien président international Lynn R. Williams dans l'établissement d'un lien entre les droits des travailleurs et les accords commerciaux, insistant sur le fait que la suppression par le gouvernement des droits de la population ouvrière «constitue non seulement une privation sociale pour les travailleurs concernés, mais aussi un désavantage économique pour les travailleurs américains»;

ATTENDU QUE les Travailleurs unis s'opposent à l'Accord économique et commercial global (AECG) entre l'Union européenne et le Canada parce qu'il renforcera le pouvoir des entreprises en leur accordant des droits investisseur-État, ne protège pas les droits ouvriers, menace les règlements financiers et relatifs à l'environnement du Canada, fera augmenter le prix des médicaments génériques et encouragera davantage la privatisation de façon à mettre les programmes sociaux canadiens en péril;

ATTENDU QUE le Congrès de 2016 des Travailleurs unis a décidé de poursuivre la lutte en Amérique du Nord et au sein de l'Union européenne contre l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine, en vue de l'adoption de mesures de protection commerciales et contre le dumping plus strictes, et de s'opposer aux accords commerciaux inéquitables, notamment le PTP, le PTIC, l'AECG et l'ALE UE-Mexique;

ATTENDU QUE Napoleón Gómez et Los Mineros se sont joints au Syndicat des Métallos pour s'opposer au dumping d'acier pratiqué par la Chine et au Partenariat transpacifique, et pour exiger une renégociation de l'ALENA afin de garantir l'application efficace de mesures contre la violation des droits des travailleurs et une véritable liberté d'association et de négociation collective pour les travailleurs du Mexique, des États-Unis et du Canada;

ATTENDU QUE le Congrès du syndicat mondial IndustriALL d'octobre 2016 a résolu «que rien ne devrait être fait relativement à l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine sans un débat public sur toutes les conséquences sociales, économiques et juridiques que cet octroi pourrait entraîner, sans que soient renforcées les instruments de défense commerciale et sans que les conditions de travail, sociales et environnementales en Chine ne soient améliorées;

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos continue de soutenir les efforts de la Publish What You Pay Coalition pour obliger les multinationales minières et pétrolières à divulguer tous les paiements qu'elles font aux gouvernements étrangers, et d'appuyer la mise en œuvre aux États-Unis de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives;

ATTENDU QUE les Métallos au Canada ont joué un rôle clé dans le Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises, qui plaide en faveur de lois tenant les entreprises extractives canadiennes responsables des violations des droits commises dans le cadre de leurs activités à l'étranger, en particulier la mise en place d'un médiateur pour les droits de la personne;

ATTENDU QUE les Métallos canadiens, par l'entremise du Fonds humanitaire des Métallos, ont joué un rôle déterminant dans l'établissement d'alliances internationales qui ont renforcé les efforts des mouvements ouvriers et sociaux des pays en développement pour défendre les droits de la personne;

ATTENDU QUE le centre de solidarité de la Fédération américaine du travail et du Congrès des organisations industriels (FAT-COI) a assuré un soutien vital aux efforts du

Résolution n° 6

Femmes d'acier

ATTENDU QUE toutes les consœurs du Syndicat des Métallos sont des Femmes d'acier, peu importe l'industrie ou le secteur où elles travaillent;

ATTENDU QUE les Femmes d'acier de notre syndicat témoignent leur solidarité et leur sororité en s'unissant pour faire progresser l'égalité des femmes et l'équité pour les femmes, et s'opposer aux attaques contre les droits des travailleuses et travailleurs, en se portant volontaires pour les activités politiques et de recrutement, et en s'engageant dans les luttes menées pendant les campagnes de négociation et contre les entreprises;

ATTENDU QUE six des quatorze prix Jefferson 2016 du Syndicat des Métallos ont été décernés à des Femmes d'acier militantes ou à des comités de la condition féminine de sections locales. Elles rehaussent l'image du syndicat en œuvrant bénévolement hors des limites de ses bureaux et auprès des collectivités. Depuis longtemps, nos consœurs sont fières de venir en aide aux personnes dans le besoin, de visiter les maisons d'hébergement pour les anciens combattants et les sans-abri, d'appuyer diverses œuvres caritatives. En outre, elles s'efforcent continuellement de montrer que les membres du syndicat constituent une partie positive, proactive, viable et nécessaire de chaque collectivité. Une consœur s'est vue honorée en recevant le prix national Jefferson pour son travail auprès des victimes de violence familiale vivant dans des refuges, afin de les aider à améliorer leur situation économique en postulant et en obtenant des emplois qui permettent de subvenir aux besoins d'une famille;

ATTENDU QUE, en 2016, nos consœurs syndiquées ont convergé vers la ville de Pittsburgh en Pennsylvanie pour assister à la septième Conférence internationale sur la condition féminine du Syndicat des Métallos, laquelle demeure la conférence la plus énergique du syndicat et le plus grand rassemblement de femmes syndiquées en Amérique du Nord. La Conférence fournit à nos consœurs syndiquées un moyen d'apprendre les unes des autres et de renforcer la solidarité afin d'accroître le soutien à l'égard de leurs sections locales, leurs districts et les autres femmes et travailleurs du monde entier;

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos favorise la participation et le leadership de toutes les consœurs par l'entremise des programmes des districts conçus à leur intention et sans cesse élargis, du Cours de perfectionnement en leadership des Femmes d'acier offert au moins une fois par année dans chaque district et des réunions des Femmes d'acier à l'échelle des conseils, des sections locales et des districts, et en veillant à ce que les Femmes d'acier figurent à l'ordre du jour de toutes les principales activités des districts;

ATTENDU QUE les Femmes d'acier ont dispensé la formation *Putting Breast Cancer Out of Work* (Faire échec au cancer du sein) à plus de 1500 consœurs et confrères, démontrant une fois de plus l'engagement du Syndicat des Métallos envers la santé et la sécurité de ses membres et que la formation des Femmes d'acier ne s'adressent pas seulement aux femmes;

- fond sur les programmes existants d'échanges et de communication de nos consœurs, pour cerner d'autres initiatives et enjeux internationaux liés à l'égalité qui permettront de renforcer la voix des femmes au gouvernement et dans les organismes internationaux, et pour mettre fin à la pauvreté et à la violence contre les femmes.
- 5) Chaque coordonnatrice des Femmes d'acier dans les districts du Syndicat des Métallos, en collaboration avec son directeur de district, continuera d'élaborer et de mettre en œuvre un «plan de district pour les Femmes d'acier».
 - 6) Notre syndicat continuera d'offrir ses programmes aux femmes à l'échelle internationale et des districts, tout en s'efforçant de les améliorer et de les mettre à jour, et il encouragera toutes les sections locales à appuyer les activités et les réunions des Femmes d'acier à tous les échelons.
 - 7) Notre syndicat continuera de faire progresser l'égalité des femmes sur les plans économique, politique et social par l'action politique, l'engagement communautaire, la négociation collective, l'éducation syndicale et la communication.
 - 8) Le Syndicat des Métallos continuera d'appuyer les efforts de vote des Femmes d'acier dans le but d'augmenter le nombre de femmes qui participent à l'action politique, exercent des pressions et se présentent comme candidates aux élections fédérales, provinciales, municipales et dans les États.
 - 9) Les Femmes d'acier continueront de revendiquer des changements aux lois relatives au travail pour faire en sorte que les femmes puissent rechercher la protection et la représentation des syndicats, et elles noueront des liens avec des femmes non syndiquées afin de les informer des avantages de l'adhésion syndicale.
 - 10) Le Syndicat des Métallos continuera à relever le défi de trouver d'autres moyens de tirer parti des programmes des Femmes d'acier et des programmes d'égalité afin de veiller à tenir compte de la diversité de ses membres dans les activités et les structures décisionnelles du syndicat.

ATTENDU QUE notre syndicat appuie l'égalité du mariage à titre de droit civil et de la personne et qu'il en condamne l'utilisation comme moyen de dresser les travailleurs les uns contre les autres alors qu'ils doivent tous demeurer solidaires dans la lutte pour la justice économique;

ATTENDU QUE notre syndicat a amélioré la vie de minorités, de femmes et d'autres groupes revendiquant l'égalité en négociant des programmes volontaires d'action positive et des programmes d'équité en matière d'emploi;

ATTENDU QUE le syndicat s'est engagé à poursuivre sa collaboration avec des leaders en matière de droits civils comme A. Philip Randolph, Martin Luther King Jr., le membre du Congrès John Lewis et d'autres afin de veiller à ce que chaque Américain ait accès aux urnes;

ATTENDU QUE les Noirs et les autres personnes de couleur sont systématiquement et intentionnellement ciblés et supprimés des listes d'électeurs comme nous l'avons constaté en Caroline du Nord, où la législature et le gouverneur ont adopté une loi illégale sur la suppression des électeurs, loi qui, selon un tribunal, visait illégalement à priver les Noirs de leur droit de vote;

ATTENDU QUE, dans nos deux pays, les Noirs et les autres personnes de couleur font systématiquement et intentionnellement l'objet d'arrestations massives et sont incarcérés dans les prisons publiques et à but lucratif, lesquelles les utilisent pour s'enrichir;

ATTENDU QUE, à eux seuls, les Noirs représentent de 12% à 13% de la population américaine; cependant, selon le Federal Bureau of Prisons, en 2016, ils composaient 37,8% des prisonniers dans les institutions fédérales. Les hommes de race noire comptent pour 38% des détenus dans les prisons des États et sont 5,1 fois plus susceptibles d'être incarcérés que les Blancs; en outre, les Noirs représentent plus de la moitié de la population carcérale dans 11 États;

ATTENDU QUE, malgré le fait que toutes les vies soient importantes, il faut dire ouvertement que la vie des Noirs l'est aussi, ces derniers étant davantage menacés et ciblés par des politiques visant à les faire incarcérer, les priver de leur droit de vote et les assassiner par voie d'exécutions extrajudiciaires qui ont cours en nombre disproportionné contre des Noirs non armés;

ATTENDU QUE, au Canada, notre syndicat a négocié des dispositions sur l'équité en matière d'emploi et d'autres dispositions dans les conventions collectives pour les employés autochtones, qu'il a établi un Comité autochtone national, demandé la tenue d'une enquête nationale efficace sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, appuyé les recommandations de la Commission de vérité et réconciliation, et qu'il s'est engagé à examiner les possibilités de partenariats et d'alliances avec les organisations autochtones;

- 4) Nous nous opposons aux lois qui visent à priver des citoyens du droit de vote, comme celles qui exigent catégoriquement des photos d'identification et des preuves de citoyenneté et qui limitent le vote par anticipation, et nous appuyons les efforts pour rétablir le droit de vote des anciens délinquants. Nous soutenons les lois ayant pour but d'élargir les occasions de s'inscrire et de voter, et le rétablissement de la loi sur le droit de vote (*Voting Rights Act*). Nous continuerons de travailler avec nos alliés afin de veiller à informer l'électorat de ses droits et à protéger le droit de vote.
- 5) Nous appuierons une réforme approfondie de l'immigration pour mettre fin à l'exploitation des travailleurs immigrants et améliorer les mesures incitant les employeurs à embaucher des travailleurs au pays. Nous croyons que tous les travailleurs devraient être protégés par des lois relatives au travail et à la santé et la sécurité, afin que l'immigration n'affaiblisse pas les salaires et les conditions de travail ni ne soutienne les industries qui dépendent de conditions de travail, d'avantages sociaux et de salaires inférieurs à la norme.
- 6) Nous insisterons auprès des responsables de l'application de la loi pour qu'ils poursuivent vigoureusement les auteurs de crimes haineux, et nous collaborerons avec d'autres organisations ouvrières et de défense des droits civils et des droits de la personne à contrecarrer la propagande haineuse.
- 7) Aux États-Unis, nous nous emploierons énergiquement à faire adopter des lois qui découragent la discrimination salariale. Au Canada, nous ferons pression sur les autorités gouvernementales pour qu'elles adoptent des lois proactives qui établiront et maintiendront l'équité salariale dans tous les territoires de compétences fédérale et provinciale.
- 8) Nous favorisons la non-discrimination dans toutes les lois relatives à l'emploi et dans les lieux de travail, et nous appuyons toutes les initiatives législatives et de négociation collective comportant des dispositions qui visent à protéger l'orientation, l'identité et l'expression sexuelles et les travailleuses et travailleurs contre la discrimination au travail.
- 9) Nous nous engageons à faire participer un nombre accru de femmes, de personnes de couleur, de personnes handicapées, d'Autochtones, d'immigrants et d'autres groupes revendiquant l'égalité à nos efforts de recrutement, nos programmes de perfectionnement en leadership et de formation en action politique, ainsi qu'à notre programme d'éducation «Retour à la base».
- 10) Nous appuyons les initiatives et les lois qui garantissent l'équité salariale, l'équité d'emploi, les programmes d'action positive et l'égalité du mariage. Nous continuerons de collaborer avec d'autres syndicats et organisations de défense des droits civils, des droits de la personne et des femmes afin de sensibiliser le public à l'action positive et à l'action visant l'égalité, d'exercer des pressions pour

Organisation des retraités des Métallos (ORME)

ATTENDU QU'il est essentiel de maintenir des liens étroits avec les membres du Syndicat des Métallos et leurs conjoints survivants pour renforcer notre syndicat;

ATTENDU QUE l'Organisation des retraités des Métallos (ORME), une organisation affiliée pour les membres retraités établie en 1985, offre aux retraités une occasion unique de défendre leurs priorités sociales, économiques, éducatives, législatives et politiques communes;

ATTENDU QUE l'ORME s'est établie en tant que partie intégrante du Syndicat des Métallos;

ATTENDU QUE l'ORME a célébré 31 ans de militantisme. Son pouvoir découle en grande partie de la taille et de la diversité de son effectif, qui est de plus en plus essentiel à son succès;

ATTENDU QUE le président actuel de l'ORME, William Pienta, ancien directeur de district, fait profiter l'ORME de son dynamisme et de son engagement envers la justice sociale. Sa vision et son leadership guident l'ORME et ont contribué à la croissance qu'elle a connue récemment;

ATTENDU QUE l'ORME constitue toujours une importante source de soutien pour les retraités parce qu'elle les aide à résoudre les questions liées aux prestations de retraite, à l'assurance-maladie et à de nombreuses autres questions relatives à la qualité de vie;

ATTENDU QUE l'ORME encourage les comités de négociation à tenir compte des besoins des retraités et des conjoints survivants à la table de négociation;

ATTENDU QUE l'action collective constitue le seul moyen d'obtenir des changements valables et que les membres de l'ORME reconnaissent le besoin de solidarité : ils se joignent à leurs consœurs et confrères Métallos sur les lignes de piquetage, aident les familles des Métallos touchés par les arrêts de travail, participent à des rassemblements, remplissent des autobus et défilent aux côtés des membres du Syndicat des Métallos lors de luttes législatives et politiques;

ATTENDU QUE des retraités actifs aux États-Unis et au Canada travaillent à l'interne avec les Équipes d'intervention immédiate du Syndicat des Métallos, qu'ils collaborent également avec de nombreuses organisations politiques, ouvrières et de défense des droits civils et de la personne de l'extérieur, continuant ainsi d'influencer les enjeux politiques et législatifs touchant les retraités et les familles ouvrières. Leur travail est essentiel à la lutte

Négociation collective

ATTENDU QUE la négociation collective constitue la plus importante tâche de notre syndicat et que nous nous sommes engagés à appuyer indéfectiblement nos membres dans leurs luttes collectives sur ce front aux nombreux endroits où nous travaillons en Amérique du Nord, sans égard à l'environnement économique;

ATTENDU QUE, en moyenne, les syndiqués gagnent des salaires plus élevés et jouissent de meilleurs avantages sociaux que les non-syndiqués;

ATTENDU QUE l'augmentation salariale moyenne des travailleurs américains entre septembre 2014 et septembre 2015 s'élevait à 1,9% seulement, que la hausse moyenne entre septembre 2015 et septembre 2016 était de 2,3%, et que l'augmentation salariale moyenne des travailleurs canadiens entre décembre 2015 et décembre 2016 a été de 1,6%;

ATTENDU QUE, aux États-Unis, selon un sondage effectué en 2016, les travailleurs ont remboursé leurs employeurs en moyenne 30 % des coûts de leurs primes d'assurance-santé pour une protection familiale et 18 % pour une protection individuelle;

ATTENDU QUE seulement 8% des employeurs du secteur privé aux États-Unis offrent à leurs travailleurs un régime de retraite à prestations déterminées;

ATTENDU QUE, au Canada, seulement un travailleur sur cinq du secteur privé a un régime de retraite au travail;

ATTENDU QUE même si la reprise économique se poursuit et que certains emplois perdus pendant la grande récession ont été rétablis, le revenu médian des ménages aux États-Unis a continué de diminuer depuis 2008;

ATTENDU QUE, même si les hausses considérables des coûts des soins de santé se sont quelque peu tempérées au cours des dernières années, les employeurs tentent toujours d'en transférer les coûts à nos membres et de diminuer le niveau des prestations. L'adoption de la loi pour des soins abordables (*Affordable Care Act*), bien qu'elle soit positive pour les États-Unis, a introduit un nouveau degré de complexité dans la négociation et donné aux employeurs un moyen d'attaque supplémentaire. L'incertitude liée aux soins de santé continue de retenir l'attention des comités de négociation, puisque le gouvernement nouvellement élu menace d'abroger la loi. Au Canada, le régime public d'assurance-maladie fait toujours l'objet d'attaques de la part des forces de la droite ainsi que de contestations judiciaires, tandis que le gouvernement en place refuse d'instaurer un régime national d'assurance-médicaments qui procurerait à tous les résidents canadiens les médicaments dont ils ont grandement besoin;

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT RÉSOLU QUE :

- 1) Les membres du Syndicat des Métallos poursuivront leur lutte visant à améliorer les conventions collectives avec nos employeurs dans chaque secteur et à faire en sorte qu'elles soient justes et équitables.
- 2) Le Syndicat des Métallos doit absolument négocier et maintenir des régimes de retraite à prestations déterminées adéquats qui procurent la sécurité du revenu de retraite à vie à ses membres, et résister aux régimes de pension à deux niveaux. Là où nous ne pouvons pas négocier des régimes à prestations déterminées, nous devrions exiger des régimes de retraite à cotisations déterminées financés par l'employeur ou des régimes interentreprises qui permettent à nos membres de prendre leur retraite avec dignité, et autrement qui prévoient un revenu en cas d'invalidité et des prestations de conjoint survivant en cas du décès du membre avant ou après la retraite.
- 3) Le Syndicat des Métallos continuera d'offrir de l'aide professionnelle, technique et stratégique, le soutien du Fonds de défense et de grève, et de l'aide juridique à l'appui des efforts de négociation collective de ses membres.
- 4) Grâce à la solidarité de la base syndicale et au soutien des sections locales, les membres du Syndicat des Métallos appuieront les lignes de piquetage et aideront nos confrères dans leurs luttes.

- 4) Nous sommes plus forts lorsque nous recevons le soutien diligent de nos familles, du mouvement ouvrier et de la collectivité; nous nous servons des outils d'approche communautaire du programme Renforcer le pouvoir pour forger des alliances concrètes avec des alliés locaux, nationaux et mondiaux engagés envers le but commun d'accroître le pouvoir économique et politique des familles ouvrières.
- 5) Nous renforcerons notre pouvoir de négociation en coordonnant des campagnes au sein de nos industries et en créant de manière continue des conseils sectoriels et particuliers à un employeur.
- 6) Nous travaillerons avec des syndicats et des organisations ouvrières partout dans le monde dans le but de coordonner les activités et d'échanger de l'information afin d'accroître notre pouvoir collectif et nos moyens de faire pression sur les employeurs multinationaux.

consommateurs américains et aux entreprises américaines, en fait à toute la société industrielle américaine.» [Traduction libre]

ATTENDU QUE, au Canada, on a autorisé la vente de l'industrie canadienne de l'acier, autrefois une fière industrie qui procurait un revenu de classe moyenne à des centaines de milliers de familles au pays, à des entreprises internationales qui n'ont aucun intérêt manifeste envers la population ouvrière ou les collectivités canadiennes, au point où aujourd'hui, il ne reste plus aucune aciérie canadienne;

ATTENDU QUE les gouvernements canadiens libéraux et conservateurs qui se sont succédé au palier fédéral ont refusé de protéger l'industrie de l'acier ou de la fabrication canadienne par l'amélioration et l'application des lois afin de s'assurer que l'investissement étranger dans l'économie du pays procure véritablement un avantage net au Canada, à sa population ouvrière et à ses collectivités;

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos au Canada a dirigé la lutte visant à protéger les secteurs canadiens de l'acier et de la fabrication en réclamant des lois sur l'investissement étranger équitables et une stratégie nationale sur la fabrication apte à créer des emplois et à les protéger, et à protéger les industries de l'acier et de la fabrication au pays;

ATTENDU QUE ce message a été transmis avec insistance et à maintes reprises par les membres et les dirigeants du Syndicat des Métallos au Congrès américain, au Parlement canadien et à chaque président américain, premier ministre canadien et candidat politique pendant les mandats des présidents de notre syndicat Lloyd McBride, Lynn Williams, George Becker et Leo Gerard;

ATTENDU QUE ces sentiments partagés illustrent la longue et pénible lutte que le Syndicat des Métallos a menée et qu'il poursuit aujourd'hui pour sauver la fabrication et les emplois en Amérique du Nord contre des adversaires bien financés, notamment les libre-échangistes, les multinationales et les pays qui affichent une surproduction, accordent illégalement des subventions et vendent leurs exportations à des prix inférieurs sur nos marchés au détriment de nos emplois;

ATTENDU QUE, au fur et à mesure que l'effectif du Syndicat des Métallos a crû, les effets nocifs du commerce déloyal se sont propagés au-delà de l'acier dans d'autres industries touchées par le commerce, atteignant nos familles et collectivités, et maintenant les travailleurs des secteurs public et des services partout en Amérique du Nord, ce qui a déclenché la vaste opposition au commerce déloyal qui a cours aujourd'hui;

ATTENDU QUE la défense et la promotion d'un commerce équitable ces dix dernières années se sont traduites par des gains et des pertes pour les travailleurs, mais la vague de commerce déloyal continue de prendre de l'ampleur. Dans les années 60 et de nouveau dans les années 80, les pressions exercées par le Syndicat des Métallos et l'industrie pour des recours contre les importations ont abouti à la conclusion d'accords de restriction volontaire (ARV) avec certains des pays exportateurs d'acier les plus importants. Bien que ces mesures aient été utiles, le gouvernement n'est pas allé assez loin et les mesures n'ont pas suffi pour

autant aux travailleurs américains, notamment : l'accord pour la libéralisation des biens et services environnementaux, qui pourrait éliminer les tarifs sur un grand nombre de matières premières et produits manufacturés, le Traité bilatéral d'investissement entre les États-Unis et la Chine, qui autoriserait le gouvernement chinois à encore investir librement aux États-Unis et les entreprises américaines à investir davantage en Chine. Il est également question de nouveaux accords bilatéraux, comme ceux proposés avec la Grande-Bretagne et le Japon.

ATTENDU QUE, au Canada, le Syndicat des Métallos a dirigé la lutte contre l'ALENA et l'ALEA, et que ses membres et ses dirigeants ont activement fait campagne contre chaque mauvais accord que le gouvernement fédéral canadien a signé, y compris les accords de libre-échange avec le Chili, le Pérou, la Jordanie, l'Amérique centrale, les Caraïbes et la Corée du Sud. Le Syndicat des Métallos a mené une campagne particulièrement longue pour s'opposer à l'accord de libre-échange du Canada avec le régime meurtrier de la Colombie, et il continue d'insister auprès des gouvernements canadien et colombien pour que ce dernier améliore son odieux bilan en matière des droits de la personne. Plus récemment, le Syndicat des Métallos a encadré l'opposition au PTP au Canada et il a collaboré avec des alliés en Europe par l'entremise des Travailleurs unis pour dénoncer l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (AECG);

ATTENDU QUE ces accords visent clairement à garantir une plus grande protection aux capitaux privés pour qu'ils investissent à l'étranger, plutôt qu'à promouvoir la production, l'exportation et les emplois au pays;

ATTENDU QUE plus d'un million d'emplois ont été déplacés par l'ALENA et d'autres accords de libre-échange similaires. L'abrogation ou le remplacement de l'ALENA doit viser principalement à récupérer ces emplois perdus, rétablir notre niveau de vie et améliorer la vie des travailleurs dans nos trois pays. Nous devons nous battre pour que les droits des travailleurs et les normes environnementales soient considérablement améliorés au Mexique si nous voulons faire cesser le déplacement des emplois américains et canadiens vers le Mexique. Le nouvel ALENA doit comprendre des dispositions rigoureuses interdisant la manipulation des devises. Les négociateurs doivent continuer de réclamer de robustes dispositions visant à améliorer le contenu national afin que les travailleurs de nos trois pays puissent en profiter, et interdire l'entrée des produits chinois qui arrivent par le Mexique à cause des règles d'origine laxistes. Les négociateurs doivent traiter uniquement avec les sociétés publiques qui ont un avantage concurrentiel injuste, et préserver la souveraineté nationale des programmes et préférences qui rehaussent la fabrication intérieure, tout en préservant les tarifs et règlements importants qui protègent notre santé, notre sécurité et notre environnement;

ATTENDU QUE les accords commerciaux ne constituent pas la seule source des problèmes découlant de la perte de notre pouvoir manufacturier dans nos pays. Aux États-Unis, le manque de ressources adéquates pour assurer la mise en application efficace de nos accords commerciaux, de nos lois commerciales et des organismes qui contrôlent le commerce international et les échanges commerciaux se solde par de la fraude généralisée et le dumping en masse de produits fabriqués selon des pratiques déloyales sur nos marchés

les tribunaux, violations qui ont pour but de maintenir l'oppression des travailleurs et de faibles salaires.

- De terribles pratiques en matière de santé, de sécurité et d'environnement qui tuent des milliers de travailleuses et travailleurs chaque année et la dégradation sans précédent de l'environnement.

ATTENDU QUE de nombreux employeurs industriels en Amérique du Nord sont intentionnellement et pleinement complices du déclin des industries américaine et canadienne, et qu'ils ont contribué à stimuler la croissance de la Chine et d'autres pays qui ne respectent pas les règles du jeu aux dépens de leurs propres pays. Ces entreprises ont tiré profit des salaires injustement bas, des conditions de travail dangereuses, de lois environnementales laxistes et des subventions illégales aux exportateurs pour éviter les obstacles à l'importation en déplaçant leur production en Chine et ailleurs;

ATTENDU QUE plus de la moitié des exportations de la Chine proviennent d'entités d'investissement étrangères, y compris d'entreprises américaines et canadiennes ayant des installations en Chine, où l'accès au marché de la Chine dépend habituellement du transfert de technologies ou de la recherche et du développement dans le pays même, ce qui affaiblit encore plus l'avantage concurrentiel de l'Amérique du Nord pour ce qui est des produits évolués;

ATTENDU QUE la pression continue qu'exerce le Syndicat des Métallos sur le gouvernement et le Congrès a abouti à des actions qui ont permis de sauver des emplois aux États-Unis, comme la lutte, longue et éprouvante, que nous avons menée en 2009 pour convaincre le gouvernement d'appliquer des tarifs protecteurs sur les pneus de véhicules de tourisme provenant de la Chine dans la cause sur les sauvegardes applicables aux pneus, aux termes de l'article 421, l'établissement d'un forum mondial sur la surcapacité d'acier afin d'amener la Chine à la table de négociation pour qu'elle réduise sa surproduction d'acier en 2016, et plus récemment, en décembre 2016, le dépôt par le gouvernement américain auprès de l'OMC de poursuites contre la Chine concernant sa surproduction d'aluminium primaire;

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral canadien discute ouvertement d'un accord de libre-échange avec la Chine et envisage très sérieusement de retirer à la Chine son statut d'économie non marchande, mettant encore plus en danger l'économie canadienne, les emplois et les localités au pays;

ATTENDU QUE la nouvelle offensive de la Chine pour dominer l'économie mondiale consiste à investir directement au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays, à acheter des ressources et des matières premières, des fleurons du marché libre comme la Bourse de Chicago, et des industries où nos membres travaillent, comme celle de l'aluminium. Ces acquisitions ne constituent pas seulement une menace pour notre sécurité nationale, mais la menace réside aussi dans l'influence potentielle sur nos responsables politiques nationaux et locaux que ces acquisitions procureront à un autre pays;

- 3) Le Syndicat des Métallos continuera d'exiger des politiques et accords commerciaux dont les travailleurs nord-américains, non pas uniquement les multinationales, tireront des avantages, et qui créeront des emplois et conserveront ceux qui existent en Amérique du Nord.
- 4) Nous réaffirmons notre conviction que le commerce ne peut être vraiment profitable pour la société que si les intérêts des citoyens font l'objet d'une plus grande considération que celle accordée aux intérêts des entreprises. Le Syndicat des Métallos continuera aussi de se battre pour veiller à ce que les accords commerciaux soient appliqués d'une façon qui rehaussera notre compétitivité économique.
- 5) Le Syndicat des Métallos maintient que les droits des travailleurs sont des droits de la personne, et qu'aussi longtemps que les travailleurs dans tous les pays n'auront pas le droit de se syndiquer et de négocier collectivement, les entreprises continueront de les exploiter et l'exode massif des emplois hors des États-Unis et du Canada se poursuivra. Le Syndicat des Métallos se joindra également à nos consœurs et confrères des Travailleurs unis dans le but d'exercer des pressions sur les négociateurs commerciaux aux États-Unis, au Canada et dans l'Union européenne pour qu'ils autorisent la participation des travailleurs américains et canadiens aux Comités d'entreprise européens de nos employeurs communs, puisque seuls les travailleurs américains et canadiens n'y siègent pas.
- 6) Le Syndicat des Métallos continuera de surveiller les conséquences des pratiques commerciales déloyales des pays qui exportent aux États-Unis et au Canada, et il prendra tous les moyens juridiques à sa disposition pour dénoncer ces pratiques déloyales et y mettre fin, et rétablir l'intégrité des travailleurs touchés. Le syndicat poursuivra également sa lutte pour assurer le maintien et le renforcement des lois commerciales existantes.
- 7) Le Syndicat des Métallos préconisera vigoureusement la réforme de la *Loi sur l'Investissement Canada* afin de veiller à ce que les investisseurs étrangers soient obligés de maintenir les emplois et la production au Canada en tant que conditions à l'autorisation de prendre le contrôle d'entreprises canadiennes.
- 8) Le Syndicat des Métallos continuera de plaider en faveur de changements aux lois commerciales canadiennes pour que les travailleurs et les syndicats puissent entreprendre des actions visant à faire appliquer les accords et les règlements commerciaux et y participer, afin de veiller à ce que les lois sur les recours commerciaux empêchent véritablement le dumping illégal de biens étrangers sur le marché canadien.
- 9) Nous demeurons engagés à rechercher des solutions législatives et politiques afin d'inciter nos gouvernements à agir à l'égard des pratiques anticoncurrentielles d'autres pays, et nous rechercherons constamment de nouveaux moyens de forcer

Puise notre force dans le recrutement

ATTENDU QUE, malgré la force des lois anti-ouvrières qui favorisent les employeurs multinationaux aux dépens des travailleurs et une conjoncture économique qui affaiblit le pouvoir de négociation de la population ouvrière, plus de 200 350 nouveaux membres ont choisi le pouvoir de l'unité en se joignant à notre syndicat depuis l'établissement du Fonds de recrutement pendant le Congrès statutaire de 1998. Édifié par l'ajout d'une contribution spéciale à notre cotisation, le Fonds s'est avéré crucial et nous a permis d'organiser de manière significative des campagnes de syndicalisation stratégiques plus solides et plus complexes qui renforcent davantage le pouvoir de tous les membres de notre syndicat;

ATTENDU QUE, depuis notre dernier congrès, nous avons accueilli plus de 12 200 nouveaux membres de divers secteurs au Canada et aux États-Unis qui se sont syndiqués pour obtenir une voix au travail et renforcer leur pouvoir de négociation;

ATTENDU QUE ces nouvelles recrues ont dû relever de nombreux défis considérables pour syndiquer leur lieu de travail à cause de groupes anti-ouvriers bien financés, des particuliers et des responsables politiques qui s'engagent dans des attaques systématiques contre les avantages que les syndicats ont durement acquis au nom des familles ouvrières pendant plusieurs décennies, et qui prêchent la nécessité «d'éviter les syndicats»;

ATTENDU QUE, aux États-Unis, nous vivons une période comme nous n'en avons jamais vue en une génération, pendant laquelle ces forces antisyndicales ont réussi à faire adopter des lois injustes dans une majorité d'États. Ces lois permettent aux non-membres dans nos lieux de travail de profiter de la représentation syndicale et des cotisations de leurs consœurs et confrères sans payer leur juste part des coûts liés à une telle représentation;

ATTENDU QUE, au Canada, le Parlement fédéral et certaines législatures provinciales ont adopté des lois dans le but de dépouiller les travailleurs de leurs droits et des avantages qu'ils ont si durement acquis;

ATTENDU QUE notre force en tant que syndicat réside dans nos membres, et que plus nous comptons de membres, plus nous sommes en mesure de négocier de solides conventions, d'exiger que les employeurs les respectent et de convaincre les législateurs à poursuivre des politiques qui avantagent la population ouvrière;

ATTENDU QUE nous sommes capables d'accroître notre pouvoir de négociation dans un secteur donné si la plupart des travailleurs de ce secteur sont membres de notre syndicat, et nous avons le plus d'influence dans une section locale quand tous les membres de l'unité de négociation y jouent activement un rôle;

ATTENDU QUE nous savons que les travailleurs qui ont un syndicat peuvent mieux subvenir aux besoins de leurs familles, contribuer à la vie communautaire et améliorer les

- grâce à la syndicalisation. Dans cet esprit, chaque section locale présentera un compte rendu de ses «bonnes œuvres» et aura recours à tous les moyens de communication appropriés du syndicat pour les faire connaître.
- 6) Nous cibleront stratégiquement des lieux de travail en fonction de nos secteurs et relations historiques, mettant l'accent sur les plus importants et les unités potentielles où nous pouvons acquérir un pouvoir de négociation durable. Entre autres, nous coordonnerons des équipes de recruteurs en fonction de plans minutieusement élaborés, nous accorderons plus de soutien aux communications pendant les efforts de recrutement et nous fournirons toutes les autres ressources nécessaires au succès de campagnes de plus grande envergure.
 - 7) Notre syndicat intensifiera ses efforts pour développer un groupe plus diversifié de militants recruteurs et éliminer les obstacles institutionnels pouvant priver des membres talentueux de la possibilité d'aider notre syndicat à croître.
 - 8) Par l'intermédiaire des districts, le Syndicat international renouvellera son engagement à faciliter la conclusion d'un plus grand nombre de partenariats formels de recrutement avec les sections locales en vue d'offrir la formation, l'encadrement et les fonds nécessaires aux campagnes de recrutement bien ciblées dans nos secteurs et nos localités. Le Syndicat international mettra son savoir-faire et des conseils à la disposition des sections locales participant à de tels partenariats.
 - 9) Là où elles n'existent pas, notre syndicat se fera une priorité absolue de négocier des dispositions sur des congés et l'orientation des nouveaux employés dans les conventions collectives, afin de donner à ses militantes et militants la possibilité de syndiquer les non-syndiqués et d'expliquer la structure, le fonctionnement et l'importance du syndicat à ses nouveaux membres.
 - 10) Dans les États où les sections locales sont injustement tenues d'augmenter les ressources pour représenter les non-membres qui profitent du travail du syndicat sans contribuer au maintien de la sécurité syndicale, les sections locales, en collaboration avec leurs districts, continueront d'utiliser et d'élargir les programmes de recrutement internes en vue d'augmenter le pourcentage de leurs membres et, ce faisant, de renforcer leur pouvoir de négociation.
 - 11) Avec l'aide du Syndicat international et par l'entremise de leurs districts, les sections locales redoubleront leurs efforts pour tendre la main à tous les non-membres et les nouveaux travailleurs dans nos lieux de travail, avec l'objectif de faire en sorte que chaque lieu de travail du Syndicat des Métallos soit entièrement syndiqué.
 - 12) Le Syndicat international continuera de travailler avec les sections locales par l'intermédiaire des districts en vue d'élargir et de renforcer nos relations avec d'autres groupes favorables aux travailleurs dans nos localités.

Militantisme politique

ATTENDU QUE l'objectif de notre syndicat est de protéger et de faire progresser les droits de ses membres et de leurs familles par des efforts collectifs et concertés;

ATTENDU QUE les décisions que prennent les représentants élus des gouvernements fédéral et étatiques aux États-Unis, et des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada se répercutent de manière significative sur la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que sur notre capacité à subvenir à nos besoins et à ceux de nos familles;

ATTENDU QUE les employeurs essaient couramment d'influencer le processus politique dans le but de faire avancer leurs propres intérêts économiques aux dépens des travailleurs;

ATTENDU QUE les entreprises exercent cette influence en appuyant financièrement les candidats qui soutiennent des lois aux appellations trompeuses comme «le droit au travail» et «la protection des salaires», lois qui cherchent à affaiblir le mouvement ouvrier en exploitant les intérêts personnels des travailleurs aux dépens de notre solidarité collective;

ATTENDU QUE les présumées lois sur «le droit au travail» dans les États visent à affaiblir les syndicats en permettant aux travailleurs de profiter des avantages syndicaux négociés sans avoir à payer de cotisations, et en forçant les représentants des sections locales à les défendre quand l'employeur enfreint la convention collective;

ATTENDU QUE, présentement, un mouvement important exerce des pressions pour obtenir la promulgation du présumé «droit au travail» à titre de loi fédérale nationale;

ATTENDU QUE les syndicats et les travailleurs canadiens sont menacés par l'élection, tant au palier fédéral que provincial, de candidats et de partis antisyndicaux qui s'attaquent aux pensions, aux salaires et avantages sociaux des travailleurs et aux normes de santé et de sécurité;

ATTENDU QUE l'extrême droite a déclenché une attaque massive coordonnée contre la négociation collective dans le secteur public à l'aide de mesures législatives trompeuses comme celles sur «la protection des salaires» en vue de limiter l'activité politique des syndicats, et par l'adoption de lois interdisant aux travailleurs du secteur public d'adhérer à un syndicat;

ATTENDU QUE, au Canada, il est interdit aux syndicats de faire des dons politiques au palier fédéral et dans certaines provinces, et que notre syndicat doit donc redoubler d'efforts pour encourager ses membres à s'engager individuellement en politique;

communiquer avec ses membres et avec les électeurs favorables à son endroit au sein de nos localités.

- 5) Le Syndicat des Métallos encouragera ses membres à se porter candidats à des postes électifs au Canada et aux États-Unis, et leur donnera les moyens de le faire.

important partisan et de l'appuyer fortement, et qu'il s'est engagé à élire des candidats socio-démocrates au Québec;

ATTENDU QUE, selon que nos luttes sont proactives ou défensives ou qu'elles se déroulent à l'échelle nationale, des États ou des provinces, nous sommes à notre meilleur quand nous nous unissons et que nous nous exprimons ensemble par l'intermédiaire de programmes comme l'Intervention rapide aux États-Unis et le programme de vote des Métallos au Canada;

ATTENDU QUE nous ne pouvons réussir sans la participation des Métallos, laquelle commence par la sensibilisation et mène à une voix résiliente et vibrante qui procure un contrepoids essentiel à l'afflux d'argent et de pouvoir des entreprises qui se mobilisent pour s'opposer à nous;

ATTENDU QUE quand nos sections locales s'engagent à développer une culture d'engagement et de militantisme par ce travail, elles renforcent aussi la solidarité nécessaire pour négocier de bonnes conventions collectives et relever les défis à l'échelle locale;

ATTENDU QUE la participation des membres du Syndicat des Métallos n'a jamais été aussi essentielle qu'en ces temps d'incertitude.

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT RÉSOLU QUE :

- 1) Nous nous souviendrons de notre histoire et du fait que nos réussites se concrétisent toujours grâce au pouvoir de l'unité.
- 2) Nous défendrons les moyens de subsistance de nos membres, lutterons pour des emplois rémunérateurs et la justice sociale et ferons progresser les politiques qui apportent la prospérité aux familles ouvrières. Nous réagirons aux assauts des entreprises contre nos emplois et exercerons des pressions en vue d'exclure la discrimination dans une économie équitable qui avantage tous les travailleurs.
- 3) Le Syndicat des Métallos fera fond sur plus de deux décennies d'éducation et de militantisme législatif par le biais de l'Intervention immédiate aux États-Unis et du programme de vote des Métallos au Canada, lesquels sensibilisent nos membres aux enjeux clés, les unissent dans le lieu de travail et les incitent à militer davantage en les encourageant à participer aux décisions gouvernementales concernant les politiques et les lois.
- 4) Nous reconnaissons qu'aux États-Unis, le succès de l'Intervention immédiate s'accroît quand nous établissons des réseaux de communication solides dans les sections locales en nous appuyant sur des conversations individuelles pour partager de l'information sur nos enjeux, quand nous agissons de manière non partisane et apolitique pour faire progresser notre cause auprès de tous les élus, sans égard à l'appartenance politique, quand nous défendons des questions cruciales pour nos lieux de travail et la sécurité de la retraite, et quand nous

Santé et sécurité au travail

ATTENDU QUE des risques graves pour la santé et la sécurité existent dans tous les lieux de travail que représente notre syndicat, qu'il s'agisse du secteur des métaux, des mines ou du caoutchouc, de l'énergie, du papier, des produits chimiques, de la fabrication ou des produits forestiers, ou du secteur des soins de santé, de l'éducation et des services;

ATTENDU QUE quarante membres du Syndicat des Métallos sont morts dans des accidents du travail en 2015 et 2016. Dix-huit superviseurs, sous-traitants et autres non-membres ont également perdu la vie au travail. Des centaines d'autres métallurgistes en service et retraités sont morts de maladies professionnelles par suite d'exposition à des substances toxiques dans le lieu de travail, et des milliers d'autres ont été blessés;

ATTENDU QUE les travailleuses et travailleurs non syndiqués sont même plus à risque d'être blessés ou tués au travail que ceux qui bénéficient de la protection d'une convention collective;

ATTENDU QUE les travailleurs des industries pétrochimique, du papier et d'autres industries, et les résidents des localités où elles se trouvent, risquent potentiellement d'être victimes de déversements, d'incendies et d'explosions catastrophiques, comme l'explosion survenue à la raffinerie d'ExxonMobil à Torrance (Californie) en février 2015, et plus récemment, les explosions chez International Paper à Pensacola (Floride) et Packaging Corporation of America à DeRidder (Louisiane);

ATTENDU QUE plus de 4800 travailleuses et travailleurs aux États-Unis et plus de 900 au Canada perdent la vie au travail chaque année. On estime que 46 000 autres meurent de maladies professionnelles;

ATTENDU QUE dans le cas de nombreuses blessures graves, les employeurs étaient au courant de l'existence des dangers, mais qu'ils ont choisi de les ignorer, et pourtant, ils n'ont jamais été poursuivis en justice. Ces employeurs et d'autres entreprises adoptent souvent des programmes insultants qui «blâment la victime», négligent de se pencher sur les dangers qui sont la cause fondamentale des problèmes de sécurité et présument plutôt que les travailleurs eux-mêmes sont responsables des maladies et des accidents professionnels;

ATTENDU QUE les travailleurs de nos deux pays et dans toutes nos industries ont connu des restructurations du lieu de travail qui les exposent à de nouveaux dangers pour leur santé et leur sécurité, et qui accentuent le risque d'accidents et de maladies en raison des dangers présents;

ATTENDU QUE des facteurs liés à l'organisation du travail, tels un nombre insuffisant d'employés, des heures supplémentaires excessives, un manque d'entretien du matériel, une mauvaise planification du travail, un manque d'attention à la sécurité dans le cadre des

d'ingénierie et la santé mentale au travail, la plupart des compétences territoriales ne prévoient aucune norme;

ATTENDU QUE plus de 25 années se sont écoulées depuis le désastre minier à Westray et plus de 13 autres depuis que les Métallos ont réussi à faire adopter des modifications au Code criminel du Canada afin que les entreprises soient reconnues criminellement responsables et tenues de rendre des comptes;

ATTENDU QU'après des années d'efforts, la campagne «Mettons fin au carnage, Appliquons la loi» du Syndicat des Métallos a enfin donné lieu à quelques poursuites criminelles suite à des accidents mortels au travail causés par la négligence des employeurs. Cependant, malgré nos efforts incroyables d'intervention et de sensibilisation pour faire connaître le problème, les forces policières, les avocats de la Couronne et les procureurs sont trop nombreux à ne pas recourir aux modifications Westray et à en faire fi. Ils omettent d'enquêter sur les accidents mortels au travail dans une optique de responsabilité criminelle, ce qui pourrait justifier des accusations et des condamnations aux termes du Code criminel du Canada. Les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada ne montrent toujours pas suffisamment de volonté politique à faire appliquer les modifications Westray;

ATTENDU QUE les normes gouvernementales à elles seules ne suffiront jamais. Chaque lieu de travail du Syndicat des Métallos devrait avoir un programme vigoureux permettant de repérer et d'éliminer les conditions dangereuses. Le programme TOP (Triangle de la prévention), mis au point à l'origine par l'OCAN (le Syndicat international des travailleurs des industries pétrolière, chimique et atomique), a constitué une première étape importante. Reconnaissant que différents lieux de travail pourraient avoir besoin de programmes différents, le Syndicat des Métallos a élaboré un programme élargi intitulé *Looking for Trouble* (À la recherche des ennuis);

ATTENDU QUE des milliers de travailleurs se voient couramment privés d'indemnités adéquates pour accident du travail en raison de lois et politiques régressives, et de la fraude pure et simple que commettent les entreprises;

ATTENDU QUE le Congrès du travail du Canada, la Fédération américaine du travail et le Congrès des organisations industrielles ont établi le 28 avril comme Jour national de deuil et Journée du souvenir des travailleuses et des travailleurs, dans le but de commémorer les personnes qui ont été blessées et sont décédées au travail, et de renouveler notre engagement envers la lutte pour les vivants. Nous profitons également du 28 avril pour renseigner le public en général en utilisant des programmes novateurs du Syndicat des Métallos au Canada, comme la campagne et programme de sensibilisation des nouveaux travailleurs. Le 28 avril est de plus en plus reconnu par les syndicats dans le monde entier;

ATTENDU QUE notre syndicat est à l'avant-garde des questions de santé et de sécurité au travail. Son engagement à négocier des dispositions vigoureuses à cet égard dans les conventions collectives afin d'assurer à ses membres les protections en cours d'emploi qu'ils méritent en est la preuve. On ne peut obtenir de meilleures conditions de travail sans la collaboration des militants en santé et sécurité courageux et dévoués des sections locales;

nos membres connaissent leurs droits aux termes des conventions collectives et de la loi, principalement celui de refuser un travail dangereux. À cet égard, nous viserons surtout les jeunes travailleurs ainsi que les nouveaux membres de notre syndicat. Nous trouverons aussi d'autres moyens d'aborder les questions de santé et de sécurité avec les étudiants, les nouveaux travailleurs qui se joignent la population active, ceux qui arrivent dans nos pays et les membres du public en général qui s'appêtent à intégrer le marché du travail.

- 8) Nous persévérons dans nos efforts pour améliorer et faire appliquer les dispositions sur la santé et la sécurité de nos conventions collectives, notamment le droit de refuser un travail dangereux, l'arbitrage immédiat des litiges concernant la santé et la sécurité, l'accès du syndicat à toutes les informations pertinentes et un rôle accru pour les comités et les représentants de la santé et de la sécurité des sections locales.
- 9) Nous continuerons de soutenir les initiatives des militants en santé et sécurité de nos sections locales dans la représentation au jour le jour de nos membres, et leurs démarches pour documenter, contrôler et éliminer efficacement les risques au travail. Nous multiplierons nos efforts pour former les militants et les membres des comités de santé et de sécurité de nos sections locales afin qu'ils puissent assumer efficacement leurs fonctions syndicales et résoudre adéquatement les problèmes actuels liés à la santé et la sécurité, comme remettre en question la gestion de la sécurité «qui jette le blâme sur les travailleurs» et les répercussions de la réorganisation du travail et de la restructuration du lieu du travail sur la santé et la sécurité. Nous nous efforcerons d'élaborer des programmes de santé et de sécurité solides dans l'ensemble du syndicat qui s'appuient sur les programmes *TOP* (Triangle de la prévention) et *Looking for Trouble* (À la recherche des ennuis).
- 10) Nous veillerons à promouvoir les objectifs, les valeurs et les principes de notre syndicat dans toutes nos initiatives en santé et sécurité au travail. Nous nous opposerons aux programmes de «sécurité» qui présument que la mauvaise conduite des travailleurs constitue la principale cause des accidents du travail, tout comme nous sommes résolus à nous opposer aux programmes «d'encouragement à la sécurité» qui présument que les travailleurs sont trop stupides pour se soucier de leur propre sécurité et qu'ils doivent être achetés avec des bagatelles. Nous insisterons sur l'établissement de programmes de sécurité qui font appel aux connaissances, au savoir-faire et à l'engagement de la main-d'œuvre pour cerner et éliminer les risques. Nous continuerons de soutenir fermement que nos membres ne sont pas la cause des problèmes, mais plutôt la solution.
- 11) Nous ferons activement valoir le besoin d'intensifier les recherches sur les maladies professionnelles et d'établir des bases de données gouvernementales sur l'exposition des travailleurs, tout en garantissant la confidentialité des renseignements. Nous travaillerons à élargir le réseau des cliniques de santé professionnelles axées sur les travailleurs aux États-Unis et au Canada.

Équipe d'intervention d'urgence

ATTENDU QU'aucun travailleur ne devrait subir de blessures ni perdre la vie au travail pendant qu'il tente de gagner sa vie. Chaque travailleur mérite de retourner chez lui en toute sécurité et en aussi bonne santé que lorsqu'il s'est présenté au travail;

ATTENDU QUE chaque décès ou accident catastrophique laisse derrière lui une lignée de survivants, y compris des amis et des familles accablés par des pertes tragiques et soudaines, et des collègues aux prises avec la difficulté d'avoir à continuer de travailler là où un accident s'est produit;

ATTENDU QU'une étude menée auprès des Métallos dans des installations où ont eu lieu des incidents causant des blessures graves ou la mort a révélé que nos membres enregistrent des taux plus élevés de troubles de stress post-traumatiques (TSPT) que les policiers, les pompiers ou même les militaires;

ATTENDU QUE l'Équipe d'intervention d'urgence (EIU) du Syndicat des Métallos dépêche des intervenants hautement qualifiés et formés sur les lieux des accidents mortels ou catastrophiques au Canada et aux États-Unis pour qu'ils veillent à ce que les services essentiels et de soutien nécessaires, comme la représentation et des conseils, soient mis à la disposition des victimes, de leurs familles, de leurs collègues et des sections locales;

ATTENDU QUE l'Équipe d'intervention d'urgence est intervenue dans 160 accidents au travail depuis le dernier congrès, notamment des accidents qui ont causé la mort de 66 personnes. Au cours des trois dernières années et plus, des centaines d'autres membres actifs et retraités ont également perdu la vie parce qu'ils ont été exposés à des contaminants et des cancérigènes au travail et à d'autres causes environnementales, tandis que des milliers de travailleurs supplémentaires ont subi des blessures en raison de leur travail;

ATTENDU QUE, dans certains cas, les blessures ou les décès peuvent être liés à du matériel défectueux, une mauvaise conception ou à des causes non prévues aux termes des lois traditionnelles sur l'indemnisation des accidentés du travail. En de telles circonstances, les travailleurs et leurs familles pourraient être en mesure d'intenter des poursuites additionnelles et le Syndicat des Métallos pourrait les orienter vers une telle représentation juridique, au besoin;

ATTENDU QUE l'Équipe d'intervention d'urgence a recruté des coordonnatrices et coordonnateurs bénévoles dans chaque district qui assurent une intervention plus rapide et un surcroît de compassion, de dévouement et de professionnalisme aux personnes touchées par les décès ou les blessures catastrophiques;

ATTENDU QUE de répondre à des situations d'urgence peut s'avérer éprouvant et donc que les coordonnateurs de l'EIU peuvent périodiquement avoir besoin de prendre des

Amalgamation

ATTENDU QUE l'édification du Syndicat des Métallos tout au long de son histoire et de l'histoire de ses prédécesseurs s'appuie sur d'innombrables fusions. Ces fusions historiques ont permis de renforcer notre pouvoir de négociation, notre activité politique et nos ressources globales pour mieux servir nos membres aux États-Unis et au Canada, ainsi que de créer une multitude d'occasions pour de nouvelles amalgamations de sections locales qui partagent des régions géographiques ou qui ont des intérêts en commun;

ATTENDU QUE la fusion de nos sections locales, par le biais de l'amalgamation, vise également à créer des sections locales composées dotées d'un pouvoir, des ressources, de la capacité, des connaissances et du talent additionnels pour relever les lourds défis économiques de l'économie mondiale, sans crainte de désastre financier. Grâce à l'amalgamation, bon nombre de nos sections locales ont accru leur pouvoir en combinant leurs ressources afin de mieux répondre aux demandes administratives, éducatives, politiques, financières et organisationnelles auxquelles leurs dirigeants et leurs membres font face;

ATTENDU QUE 37% de toutes les sections locales du Syndicat des Métallos se sont amalgamées et que plus de 63% de nos membres font partie de ces sections locales composées; nous avons environ 5000 présidents d'unité qui règlent des problèmes quotidiens liés au milieu de travail, tout en jouant un rôle vital et actif pour répondre aux besoins des membres;

ATTENDU QUE, après bientôt dix-sept ans de progrès réalisés grâce à notre «meilleure façon de procéder à une amalgamation positive» que le Bureau exécutif international du Syndicat des Métallos a adoptée le 3 avril 2000 et réaffirmée en août 2011, les sections locales continuent de renforcer leur pouvoir avec succès, prenant de l'envergure et augmentant leurs effectifs, et qu'elles sont devenues une force reconnue et respectée auprès de nos représentants élus et au sein de nos collectivités;

ATTENDU QUE, depuis notre dernier congrès, 59 autres sections locales se sont amalgamées en observant notre politique sur «la meilleure façon de procéder à une amalgamation positive», y compris une grande section locale composée qui a décidé de fusionner à la suite d'une entente consensuelle afin de créer une nouvelle section locale à chartre. Des sections locales au sein de mêmes industries ont aussi convenu de fusionner dans le but d'accroître leur pouvoir de négociation et leur influence politique;

ATTENDU QUE chaque section locale composée reconnaît que la lutte des membres dans une unité est la lutte de tous ses membres, et que l'échange d'idées et de renseignements et la mise en commun des ressources d'une section locale composée créent un lien solide et puissant entre nos membres;

La lutte pour protéger les droits fondamentaux des travailleurs

ATTENDU QUE les droits fondamentaux des travailleurs au Canada et aux États-Unis demeurent un principe clé sur lequel s'appuie notre syndicat;

ATTENDU QUE la diminution du taux de syndicalisation compte pour au moins un tiers de l'accroissement de l'inégalité des revenus depuis les années 80. Les pressions visant à contrer les négociations collectives efficaces ont eu pour conséquences de réduire les salaires réels, de maintenir l'écart des salaires et des avantages sociaux entre les hommes et les femmes, d'affaiblir l'accès aux pensions, d'accroître la dette liée aux prêts des étudiants et la dette individuelle, de restreindre la participation des électeurs et d'entraîner la stagnation de l'économie pour la population ouvrière;

ATTENDU QUE les syndicats ont réussi à obtenir des protections aux paliers fédéral, provincial, local et des États, notamment la hausse du salaire minimum, l'augmentation de la rémunération des heures supplémentaires, des congés payés et des normes de santé et de sécurité;

ATTENDU QUE les entreprises et d'autres organisations agissent de concert pour maintenir les salaires à de faibles niveaux et miner les efforts des travailleurs en vue de recevoir une rémunération équitable pour leur dur labeur;

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos consacre beaucoup de temps et de ressources à s'assurer que les travailleuses et les travailleurs bénéficient du droit fondamental de négocier collectivement;

ATTENDU QUE les avantages de l'adhésion syndicale sont également considérables au Canada, où, en 2015, les syndiqués gagnaient en moyenne 5,28 \$ de plus l'heure que les non-syndiqués. L'avantage syndical est encore plus prononcé chez les femmes, qui gagnent en moyenne 7,10 \$ l'heure de plus lorsqu'elles adhèrent à un syndicat, et pour les jeunes travailleuses et travailleurs, qui gagnent en moyenne 27% de plus quand ils sont syndiqués;

ATTENDU QUE, à tous les paliers de gouvernement au Canada, nous avons constaté l'érosion graduelle des lois ouvrières progressistes, y compris l'élimination des lois anti-briseurs de grève, l'affaiblissement des lois sur les droits et obligations du successeur, des recours contre les pratiques de travail déloyales et des lois en matière d'accréditation et, plus récemment, de l'accréditation sur vérification des cartes au Manitoba;

ATTENDU QUE, au Canada, un nombre toujours croissant de travailleurs occupent des emplois précaires et de courte durée et des emplois dans le secteur des services, et que

ATTENDU QU'un précédent de 40 ans autorisant les syndicats du secteur public à réclamer aux non-membres leur juste part des coûts liés à la négociation collective et à l'administration des conventions collectives est menacé par des poursuites en instance.

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT RÉSOLU QUE :

- 1) Le Syndicat des Métallos s'efforcera de rehausser les niveaux de vie de ses membres et de tous les travailleurs en appuyant des modifications aux politiques publiques qui garantissent la protection et l'amélioration des droits des travailleurs.
- 2) Le Syndicat des Métallos poursuivra son travail dans toutes les compétences territoriales au Canada afin de préserver les lois qui facilitent la syndicalisation et la négociation collective, et il continuera de remettre en question et de faire changer les lois antisyndicales et anti-ouvrières. À cette fin, nous veillerons à ce que toutes les compétences territoriales du Canada adoptent des lois du travail comprenant les dispositions importantes suivantes : l'accréditation sur vérification des cartes, des pénalités et recours vigoureux et valables (y compris l'accréditation) lorsque les employeurs intimident les travailleurs pendant les campagnes de recrutement, un meilleur accès à l'arbitrage de la première convention collective, des droits et obligations du successeur de plus grande portée et l'interdiction de recourir à des briseurs de grève;
- 3) Le Syndicat des Métallos au Canada luttera aussi pour améliorer notre système de normes d'emploi, faire augmenter le salaire minimum national à 15 \$ l'heure, faire élargir la définition de la relation de travail, obtenir de meilleures protections pour l'activité de recrutement dans les secteurs non traditionnels, et il appuiera des structures de négociation plus diversifiées qui garantissent aux travailleurs du secteur des services et de l'économie précaire un accès valable à la syndicalisation.
- 4) Notre syndicat s'opposera vigoureusement à la propagation du droit au travail (pour moins) et il s'efforcera de défaire tout responsable politique qui appuie une telle loi.
- 5) Notre syndicat ne cessera de se battre tant qu'il n'aura pas obtenu une véritable réforme du droit du travail aux États-Unis, et tant que tous les travailleurs voulant adhérer à un syndicat ne pourront pas exercer leur droit d'en créer un dans leur lieu de travail, sans craindre de faire l'objet d'intimidation, de harcèlement et de congédiement. Les travailleurs devraient avoir le droit de tenir un vote dans les 30 jours après en avoir fait la demande et avoir accès à des installations de vote neutres. En outre, la NLRB devrait revoir les sanctions afin de les augmenter à des niveaux significatifs et les indexer en fonction de l'inflation, tripler le salaire rétroactif sans retenues salariales dans les cas de congédiements découlant de pratiques de travail déloyales, et prévoir des mesures

L'accès à des soins de santé abordables – un droit fondamental de la personne

ATTENDU QUE l'accès à des soins de santé abordables et de qualité constitue un droit fondamental de la personne. Nous sommes unis en tant que syndicat de part et d'autre de nos frontières communes pour veiller à ce qu'on ne prive pas nos membres, leurs familles, nos retraités et nos citoyens de ce droit fondamental. Cependant, aux États-Unis comme au Canada, nos systèmes de soins de santé très différents sont toujours menacés par les mêmes forces qui cherchent à récolter des profits pour une minorité aux dépens de la majorité;

ATTENDU QUE, aux États-Unis, le système de soins de santé est le plus coûteux (16,9% du PIB en 2015) et le moins efficace du monde industrialisé. La capacité d'une personne à obtenir des soins de santé et des médicaments est trop souvent liée à la quantité d'argent qu'elle possède, à moins qu'elle ne compte parmi les Américains qui adhèrent à un régime d'avantages sociaux d'employeur. Du même coup, les membres du Syndicat des Métallos, et les autres travailleurs qui bénéficient d'un régime d'employeur, sont forcés de sacrifier des augmentations de salaire au nom de régimes de soins de santé compromis;

ATTENDU QUE, environ une personne sur quatre qui prend des médicaments sur ordonnance aux États-Unis dit avoir de la difficulté à payer pour ces médicaments et nombreux sont ceux qui se privent de leurs médicaments en raison du coût. Le coût des médicaments sur ordonnance est l'élément du coût des soins de santé qui augmente le plus rapidement, ce qui rend les médicaments essentiels inabordable pour la famille des membres du Syndicat des Métallos;

ATTENDU QUE, depuis 2011, la contribution moyenne des travailleurs aux primes d'assurance-maladie a augmenté de 78% et la franchise moyenne d'assurance offerte par l'employeur a presque doublé;

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos et ses membres ont lutté pendant des décennies pour obtenir la réforme du système américain de soins de santé déficient. Après avoir remporté une longue lutte au Congrès américain, le président Obama a promulgué la loi sur la protection des patients et pour des soins abordables de 2010 (*Patient Protection and Affordable Care Act of 2010* ou ACA), qui a procuré aux membres du Syndicat des Métallos de meilleures prestations par la réduction ou l'élimination des plafonds financiers annuels, l'annulation des prestations maximales à vie, la prestation des services de soins préventifs sans frais remboursables, l'interdiction de refuser une protection en cas d'affections préexistantes, et par l'offre aux parents de choisir d'assurer leurs enfants jusqu'à l'âge de 26 ans;

ATTENDU QUE les personnes âgées aux États-Unis ont également tiré profit de dispositions clés de l'ACA, notamment des réformes de paiement qui se sont traduites par

provinces canadiennes, ce qui met en danger le plus important programme social des Canadiens;

ATTENDU QUE, présentement au Canada, les gouvernements cherchent des moyens de transférer plus de fonds publics aux entreprises privées, une initiative qui menace tant l'accès que la viabilité du système;

ATTENDU QUE les dépenses en soins de santé au Canada en tant que pourcentage du PIB sont demeurées passablement stables depuis 1990 et qu'elles représentent seulement 11,0% (2016) du PIB. Bien que les gouvernements de la droite et leurs alliés de l'industrie privée se plaignent que les dépenses en soins de santé constituent une portion plus importante des dépenses du gouvernement chaque année, les coûts des soins publics de santé n'augmentent pas en fait de manière disproportionnée. Au contraire, les données existantes montrent que ce sont les dépenses privées en soins de santé qui augmentent de manière disproportionnée, contrairement aux dépenses publiques en soins de santé qui, elles, demeurent relativement stables;

ATTENDU QUE les dépenses des Canadiens en médicaments sur ordonnance ont augmenté de 178% entre 2005 et 2014. Corrigé en fonction de l'inflation, le montant que les Canadiens dépensent en médicaments augmente maintenant de sept à huit pour cent chaque année. Le niveau des dépenses en médicaments est passé de 16,5 milliards de dollars en 2005 à 29,4 milliards en 2014. En ce qui concerne leur part des dépenses totales en soins de santé, les médicaments se classent maintenant au deuxième rang derrière les hôpitaux, ayant dépassé les dépenses pour les médecins en 1997. Les sociétés pharmaceutiques ne jouissent pas de la même latitude publicitaire au Canada que celle dont elles bénéficient aux États-Unis, mais elles enfreignent les restrictions minimales qui existent effectivement en faisant du battage publicitaire auprès des médecins, des universitaires et des médias, ou en leur versant des pots de vin, pour faire augmenter la consommation de nouveaux médicaments plus coûteux. Les sociétés pharmaceutiques dépensent davantage pour la commercialisation que la recherche, les dépenses étant estimées à 30 000 \$ par année pour chaque médecin au Canada en échantillons, visites de représentants, conférences, voyages et cadeaux publicitaires;

ATTENDU QUE les syndiqués au Canada ont négocié un régime d'assurance pour les soins de santé que le système public ne finance pas. Les régimes des employeurs couvrent 84 % des syndiqués et leurs familles, et 49 % des non-syndiqués. Les médicaments pour les maladies chroniques et les soins externes constituent une part substantielle du coût des assurances privées. Le prix toujours plus élevé des médicaments rend les régimes des employeurs toujours plus coûteux. Une telle pression sur les régimes force les employeurs à augmenter les quotes-parts et les franchises, rendant ainsi plus difficile la conclusion d'accords à la table de négociation. En outre, les gouvernements canadiens explorent la possibilité d'imposer ces prestations.

- 10) Aux États-Unis, notre syndicat continuera de lutter pour préserver et faire élargir les régimes Medicare et Medicaid, tels que nous les connaissons, et de lutter contre la privatisation.
- 11) Nous continuerons de participer aux pourparlers avec les organismes fédéraux et des États pendant la mise en œuvre de la politique en matière de soins de santé et nous fournirons des ressources à nos permanents et nos membres par divers moyens.

forêts au Manitoba, en Saskatchewan, à Cache Creek (Colombie-Britannique) et à Fort McMurray (Alberta), et en aidant à réinstaller 18 familles de réfugiés syriens au Canada;

ATTENDU QUE les lois américaines sont restrictives et qu'elles continuent de rendre difficile le financement de fonds humanitaires aux États-Unis du même genre que ceux qui existent actuellement au Canada;

ATTENDU QUE, en 2004, notre syndicat a mis sur pied une organisation distincte exonérée d'impôt aux États-Unis, l'Organisation de bienfaisance et d'éducation des Métallos (Steelworkers Charitable and Educational Organization-SCEO), qui a entre autres pour mission de promouvoir des initiatives en matière de défense des droits de la personne et des droits civils, d'accroître les possibilités d'éducation pour les familles ouvrières et d'offrir de l'aide financière en cas de catastrophe naturelle;

ATTENDU QUE, grâce aux fonds recueillis par le biais d'ententes de collaboration et de subventions du département de la Santé et des Services humanitaires des États-Unis, du département de l'Énergie et du département du Travail, chaque année, la SCEO offre de la formation en santé et en sécurité à plus de 20 000 travailleurs et fournit des fonds pour la surveillance médicale des travailleurs actuels et anciens du secteur nucléaire;

ATTENDU QUE, depuis 2005, la SCEO a contribué près de 2,6 millions de dollars pour venir en aide à nos membres victimes d'ouragans, de tornades et d'inondations partout aux États-Unis, et qu'elle a porté secours aux membres syndiqués aux prises avec des désastres naturels partout dans le monde, y compris les victimes du tremblement de terre en Haïti et celles du tremblement de terre et du tsunami au Japon;

ATTENDU QUE, en plus du travail de bienfaisance des fonds, nous estimons que chaque section locale des Métallos consacre au moins 100 heures par année à des services bénévoles, ce qui correspond à une contribution annuelle de cinq millions de dollars dans les localités où vivent et travaillent nos membres;

ATTENDU QUE ce travail bénévole comprend un vaste éventail de projets qui consistent à recueillir des aliments pour les affamés, amasser des vêtements pour les personnes dans le besoin, encadrer des enfants, recueillir des jouets pour les enfants, prendre soin des anciens combattants et des aînés, aider les survivants de violence familiale et recueillir des millions de dollars à l'intention de divers organismes à but non lucratif qui viennent en aide à des millions de personnes et appuient des douzaines de causes caritatives aux États-Unis, au Canada et partout dans le monde;

ATTENDU QUE les membres, les membres associés, les retraités et le personnel du Syndicat des Métallos et leurs familles consacrent souvent des efforts caritatifs à des projets et à des collectes de fonds qui aident des Métallos mis à pied, en lockout, déplacés et même en grève, et leurs familles, montrant ainsi la véritable signification de la solidarité et de l'unité;

inclus dans nos programmes pour fournir la formation en santé et en sécurité nécessaire aux membres du Syndicat des Métallos.

- 4) Le syndicat continue d'appuyer et d'honorer le service communautaire de ses membres, de son personnel et de ses retraités, notamment en renforçant la formation offerte pendant les activités éducatives des sections locales et des districts, et par l'entremise des Femmes d'acier, de la Prochaine génération, de l'ORME, des programmes liés aux droits civils et de la personne, aux bourses d'études en leadership et les autres programmes de militantisme.
- 5) Nous continuerons de forger des partenariats avec la Fondation des Prix Jefferson, Centraide et d'autres alliés qui appuient notre mission, laquelle consiste à renforcer le leadership par le service communautaire et le bénévolat, qui soutiennent un mouvement ouvrier solide et qui aident les Métallos dans le besoin et leurs familles.
- 6) Le Syndicat des Métallos promet de continuer à faire connaître les histoires de ses membres et de ses retraités, et les fruits de leurs efforts en matière de service communautaire dans le but d'inspirer d'autres à en faire autant, notamment en promouvant régulièrement leur travail par l'entremise de ses moyens de communications, comme *Métallos@l'oeuvre*, ses sites Web et ses médias sociaux, et quand cela est approprié, en aidant à faire publier ces histoires dans les médias d'information locaux et nationaux.

ATTENDU QUE de nombreux responsables politiques à Washington (D.C.) continuent d'affaiblir la sécurité sociale, en remettant en question la viabilité à long terme de ses fonds fiduciaires et en suggérant faussement qu'elle contribue au déficit budgétaire du gouvernement fédéral américain. La Sécurité sociale est autofinancée par des cotisations salariales, elle ne contribue pas au déficit. Les fonds fiduciaires de la Sécurité sociale ont aussi servi à payer des guerres ni des dépenses inutiles. En fait, en 2016, on prévoyait que la Sécurité sociale enregistrerait un surplus de 16 milliards de dollars de revenus totaux par rapport aux coûts. L'assaut sur la Sécurité sociale vise à démanteler le régime et à réduire les prestations en faisant repousser l'âge de la retraite, en réduisant les rajustements de vie chère (RVC) et en sabrant les avantages sociaux actuels des Américains âgés et handicapés;

ATTENDU QUE, en raison du départ à la retraite de la génération des baby-boomers, du taux de natalité plus faible des jeunes générations et de la hausse de l'espérance de vie, on prévoit que les fonds fiduciaires combinés de la Sécurité sociale commenceront à diminuer au début de 2020, que les réserves sont suffisantes pour verser des prestations jusqu'en 2034 et sur une base réduite par la suite. Cependant, les experts en matière de politiques estiment que le déficit des fonds fiduciaires combinés pourrait être éliminé par une augmentation de 1,29% des charges sociales versées par les employés et les employeurs ou par une autre combinaison de rajustements;

ATTENDU QUE, en 2015, plus de 60 millions d'Américains ont reçu des prestations de sécurité sociale, et que 88% des personnes âgées de 65 ans et plus en ont reçues. Parmi les bénéficiaires âgés de la Sécurité sociale, 21% sont des couples mariés, et pour environ 43% des personnes non mariées qui en dépendent, les prestations représentent 90% ou plus de leurs revenus. La prestation de sécurité sociale moyenne d'un retraité correspondait à la modeste somme de 1348 \$ par mois en juin 2016;

ATTENDU QUE, depuis plus de 75 ans, bon an mal an, la Sécurité sociale a constitué le principal soutien pour maintenir des millions d'Américains au-dessus du seuil de la pauvreté, et qu'elle est constamment citée comme étant un des programmes les plus efficaces et les plus fiables qu'administre le gouvernement fédéral. Pendant toutes ses longues années d'existence, l'Administration de la sécurité sociale n'a jamais omis d'émettre un chèque. De plus, les retraités et leurs conjoints n'ont pas à se préoccuper de «survivre» à leurs prestations ou de les voir réduites en raison d'un mauvais rendement des placements, du fait que le versement des prestations de la Sécurité sociale se poursuit pendant toute la vie d'un travailleur ou de son conjoint survivant;

ATTENDU QUE 171 millions de travailleurs bénéficient de la Sécurité sociale;

ATTENDU QUE, en 2017, la direction des républicains de la Chambre du Congrès a introduit des lois visant à réduire les prestations de tous les bénéficiaires, sauf celles des plus pauvres, à repousser l'âge de la retraite à 69 ans, à réduire les rajustements de vie chère à l'avenir et à réduire les charges sociales pour les personnes à haut revenu. Ces dernières

privatiser et le transformer en un programme de bons, forçant ainsi les personnes de plus de 65 ans à souscrire une assurance-santé sur le marché privé.

- 5) Nous continuerons de protéger et de renforcer le régime Medicaid, en contrant les efforts pour le transformer en un programme de subventions globales destinées aux États ou autres efforts pour réduire ou éliminer les prestations de soins, comme les soins en maisons de soins infirmiers et autres soins de santé vitaux.
- 6) Notre syndicat travaillera avec tous les secteurs du mouvement syndical international afin de remplir son devoir solennel d'affronter les forces et les partis politiques en vue de défendre les sources de revenu des travailleurs retraités et le droit de tous les travailleurs de prendre leur retraite dans la dignité avec des prestations gouvernementales de soins de santé garanties.

ATTENDU QUE les garanties offertes par la PBGC aux participants à des régimes interentreprises sont cruellement insuffisantes et susceptibles d'entraîner de sérieuses réductions du revenu de retraite si les régimes devenaient insolvable;

ATTENDU QUE le système de régimes de retraite à prestations déterminées interentreprises aux États-Unis subit des pressions supplémentaires et que le programme d'assurance interentreprises de la PBGC ne possède pas les ressources et l'autorité adéquates pour aider les régimes en crise en raison du passif non capitalisé des retraités dont les employeurs ne contribuent plus aux régimes, du transfert du passif non capitalisé des participants «orphelins» aux employeurs restants, des garanties de prestations inadéquates de la PBGC, des primes inadéquates de la PBGC et des limites à la capacité des régimes de recouvrer le passif après retrait des employeurs qui quittent le système ou font faillite;

ATTENDU QUE les défenseurs de la loi sur la réforme des régimes de retraite interentreprises de 2014 (*Multiemployer Pension Reform Act of 2014* ou MPRA) l'ont décrite comme une solution complète aux problèmes de financement des régimes de retraite interentreprises, sauf qu'elle est presque exclusivement axée sur les mécanismes visant à réduire les prestations constituées. Jusqu'à présent, elle n'a pas réussi à stabiliser le système ni à faire aboutir de réelles réformes. Une coalition d'employeurs et certains syndicats exercent actuellement des pressions pour faire adopter une autre réforme malavisée qui affaiblirait encore davantage les règles de financement des régimes interentreprises et permettrait aux employeurs de passer à des régimes de retraite «mixtes» ou hybrides et de réduire le financement de régimes de retraite interentreprises sous-capitalisés;

ATTENDU QUE, au Canada, les prestations de retraite ne sont pas suffisamment protégées par le financement gouvernemental, la plupart des provinces n'ayant aucun fonds de garantie des prestations de retraite. Si elles en ont un, il est insuffisant;

ATTENDU QUE les travailleurs et les retraités au Canada, dont les employeurs ont fait faillite et dont les régimes de retraite sont sous-capitalisés, ont vu leurs prestations réduites considérablement, tandis que les banques et les autres créanciers jouissent de la priorité de créance sur les actifs des entreprises;

ATTENDU QUE le marché, le milieu de la réglementation et celui de la comptabilité, combinés aux pressions des investisseurs à court terme de Bay Street et de Wall Street, ont poussé un grand nombre de nos employeurs à tenter d'éliminer leurs régimes de retraite à prestations déterminées existants, à refuser fermement d'en adopter de nouveaux dans le but d'éviter les obligations découlant de tels régimes et à proposer des régimes de retraite à cotisations déterminées inadéquats au lieu des régimes à prestations déterminées.

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT RÉSOLU QUE :

- 1) Nous félicitons nos sections locales et notre personnel qui s'engagent à défendre et à améliorer les régimes de retraite à prestations déterminées en vigueur présentement.

- 8) Au Canada, nous recommandons une meilleure protection des pensions, des prestations et des autres versements auxquels ont droit les travailleurs d'entreprises ayant fait faillite afin de leur garantir ces versements et qu'ils seront payés avant les autres créanciers.
- 9) Au Canada, là où les membres ne sont pas couverts par des régimes de retraite ou lorsqu'une section locale se voit contrainte à se retirer d'un régime de retraite à prestations déterminées, le syndicat devrait faire tout son possible pour participer à l'un des nombreux régimes de retraite interentreprises ou régimes d'épargne du syndicat. Nous encourageons également nos sections locales à négocier de nouveaux régimes de retraite novateurs.
- 10) Dans les situations où tous les efforts possibles ont été déployés pour protéger ou établir un régime de retraite à prestations déterminées, et que les conditions sont telles que nous sommes forcés d'envisager un régime à cotisations déterminées, nous devons négocier des dispositions exigeant que l'entreprise verse des cotisations permettant de réaliser des économies suffisantes et d'assurer une véritable sécurité financière à nos membres tout au long de leur retraite, et qui comprennent des éléments qui minimisent les principaux risques liés à ces régimes, y compris des taux de cotisation plus élevés au nom des travailleurs âgés, une assurance invalidité et le versement par l'employeur de cotisations en cas de mise à pied, de congé pour cause de maladie, d'accident ou d'autres absences.

fonctionnaires se voient toujours refuser le droit de se syndiquer et de négocier collectivement dans beaucoup trop d'États américains;

ATTENDU QUE le recrutement efficace du personnel de bureau, technique et professionnel, des secteurs public, des services, de la santé et de l'éducation exige une approche stratégique faisant appel aux compétences et techniques qui ont été perfectionnées, et qui continuent de l'être, dans le cadre de nombreuses campagnes de recrutement dans l'ensemble des États-Unis, du Canada et des Caraïbes.

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT RÉSOLU QUE :

- 1) Notre syndicat s'engage à continuer de syndiquer et de servir le personnel de bureau, technique et professionnel, de la santé, de l'éducation et de la sécurité, du secteur public et de celui des services.
- 2) Nous nous engageons à continuer d'étudier de nouvelles politiques et de nouveaux programmes novateurs qui apporteront à notre personnel et à nos membres les outils et les stratégies nécessaires pour recruter des travailleurs et fournir des services dans ces secteurs en évolution rapide de nos deux pays.
- 3) Nous faisons appel à chaque section locale, ainsi qu'à nos membres dans les lieux de travail où le personnel de bureau, technique et professionnel est sous-représenté, afin d'aider à y recruter les travailleurs.
- 4) Le Syndicat des Métallos préconisera énergiquement des lois qui accordent aux fonctionnaires des droits de négociation valables et il luttera vigoureusement pour en assurer le maintien; de plus, il cherchera des moyens d'aider ceux qui se voient refuser le droit de se syndiquer et de négocier collectivement.
- 5) Nous ferons valoir à l'échelle nationale, provinciale et des États la nécessité d'avoir des lois qui établissent des normes globales de dotation en personnel sécuritaires tant aux États-Unis qu'au Canada. Ces lois profiteront à tous les travailleurs de la santé et elles aideront non seulement à assurer la qualité des soins que nos membres s'efforcent de prodiguer, mais aussi à résoudre les questions de qualité de vie si importantes pour les membres du Syndicat des Métallos dans le secteur de la santé.
- 6) Nous continuerons de renforcer le pouvoir des travailleurs des soins de santé dans leurs lieux de travail, en recrutant ceux qui dispensent des soins et qui assistent les patients, les résidents et les citoyens dans les vastes domaines de notre secteur, et d'offrir un soutien stratégique à nos membres en négociant les conventions collectives les plus solides possible, en défendant des lois qui habilent les travailleurs de la santé à prodiguer à leurs patients des soins de la meilleure qualité, et en formant ces travailleurs afin qu'ils s'unissent pour renforcer leur pouvoir et devenir des décisionnaires dans tous les aspects de leur travail.



Tracer la voie de notre avenir : Viabilité économique et environnementale

ATTENDU QUE les États-Unis et le Canada continuent d'être confrontés à de grands défis économiques et environnementaux, mais que ces défis présentent également de grandes possibilités;

ATTENDU QUE les défis s'accompagnent d'attaques constantes de grande envergure aux paliers fédéral, provincial et des États contre les travailleurs et les lois et règlements visant à maintenir la salubrité de l'air et de l'eau dans nos pays et la sécurité de nos collectivités;

ATTENDU QUE les défis se conjuguent à des politiques commerciales déséquilibrées, et à des pratiques commerciales déloyales, comme la surproduction de marchandises de la Chine, qui ont entraîné une perte considérable d'emplois dans le secteur de la fabrication et les nombreux autres qui l'appuient;

ATTENDU QUE, au cours des quinze dernières années, les États-Unis ont perdu plus de 60 000 installations de fabrication et près de 8 000 000 d'emplois manufacturiers, et que, depuis 2006, le Canada a subi la perte de plus de 600 000 emplois manufacturiers;

ATTENDU QUE des employeurs irresponsables ont créé de sérieux problèmes environnementaux dans les milieux où ils exercent leurs activités, ce qui constitue l'une des nombreuses façons dont ils ont traité leurs travailleurs injustement;

ATTENDU QUE les employeurs responsables qui ont investi dans le contrôle de la pollution et les technologies efficaces ont développé leur aptitude à faire face à la concurrence sur le marché mondial;

ATTENDU QU'une économie axée sur l'énergie propre offre des possibilités extraordinaires, non seulement pour l'environnement mondial, mais aussi pour les travailleurs américains et canadiens dans les secteurs de la fabrication, de la construction et des services;

ATTENDU QUE les secteurs manufacturiers aux États-Unis et au Canada ont représenté une voie essentielle pour la classe moyenne et ont été le fer de lance de chacune des économies de nos pays;

ATTENDU QUE les pertes de capacité et d'emplois dans les secteurs manufacturiers américains et canadiens constituent une menace tant pour la viabilité économique qu'environnementale de nos pays;

ATTENDU QUE, lors de la Conférence de Paris sur les changements climatiques de 2015, 195 pays du monde entier ont signé le premier accord universel pour s'attaquer aux changements climatiques afin de limiter le réchauffement global à moins de 2 degrés Celsius et de poursuivre les efforts en vue de limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius;

ATTENDU QUE le changement climatique est la forme la plus envahissante de mondialisation parce que l'atmosphère ne connaît aucune frontière et que l'accroissement illimité des émissions de gaz à effet de serre pose des menaces graves à notre viabilité économique et environnementale;

ATTENDU QUE bon nombre de problèmes environnementaux, comme le changement climatique, les pluies acides, la dégradation de la couche d'ozone, le déboisement des forêts tropicales et la perte de biodiversité se produisent à l'échelle mondiale et que leur résolution dépend d'une collaboration internationale sans précédent;

ATTENDU QUE la relance de notre économie en vue d'une indépendance énergétique exige que les gouvernements américain et canadien adoptent une approche stratégique qui s'appuiera sur la production et l'investissement intérieurs, qui veillera au maintien de bons emplois et en créera de nouveaux dans les secteurs axés sur les énergies propres;

ATTENDU QU'un emploi non polluant est tout simplement un emploi qui aide nos pays à atteindre leurs objectifs en matière de réduction des gaz à effet de serre et de protection de l'environnement;

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos appuie une stratégie en matière de politique énergétique qui comprend «tout ce qui précède», à savoir la production et l'utilisation moins polluante de combustibles traditionnels, la tarification du carbone et l'expansion des nouvelles technologies d'énergie propre;

ATTENDU QUE toute proposition de loi ou tout règlement sur l'atténuation des gaz à effet de serre doit comporter un programme global qui tient compte des circonstances uniques des industries et des fabricants énergivores exposés au commerce;

ATTENDU QU'un tel programme doit comprendre des mécanismes, comme des moyens de rajuster les prix afin d'équilibrer les coûts du carbone des produits intérieurs et des produits importés, une aide à la transition aux industries pour assurer la réduction du carbone grâce à une efficacité accrue, et une aide vigoureuse à la formation et à la transition pour les travailleurs et les collectivités en cas de conséquences non intentionnelles;

ATTENDU QUE la chimie non polluante offre encore plus de possibilités d'emploi en raison des progrès réalisés en matière de technologies et de produits chimiques de remplacement intrinsèquement plus sécuritaires qui promettent de créer et de maintenir des milliers d'emplois produisant et utilisant des solutions moins toxiques et moins polluantes aux produits et processus chimiques que nous utilisons dans nos lieux de travail, nos hôpitaux et nos écoles;

- 4) Le Syndicat des Métallos encourage la rétention de toutes les options génératrices actuelles pour les services d'électricité, y compris les combustibles traditionnels, l'énergie nucléaire, l'énergie hydroélectrique, l'énergie éolienne, la biomasse, l'énergie solaire et d'autres sources d'énergie renouvelables. À mesure qu'il sera nécessaire d'accroître la capacité de production, nous croyons qu'il serait préférable de choisir ces sources d'énergies propres pour répondre aux besoins additionnels.
- 5) Nous recommanderons de nouvelles politiques industrielles qui appuient un modèle de développement économique faisant de la revitalisation de la fabrication et de la réforme du commerce les principaux éléments du soutien et de l'investissement dans la nouvelle économie axée sur l'énergie propre.
- 6) Nous demandons à nos gouvernements de mettre en œuvre des politiques et des investissements stratégiques pour le développement et le déploiement d'énergies propres prévoyant l'attribution de financement pour assurer l'efficacité énergétique dans le secteur industriel; la réindustrialisation des sites nucléaires, des mécanismes de tarification du carbone, le développement de technologies de captage et de séquestration du carbone à la fois pour les installations de fabrication et la production de charbon propre; l'amélioration de la collecte des hydrocarbures et le développement de technologies de combustibles fossiles de pointe; l'accroissement de la production combinée de chaleur et d'électricité, l'amélioration des infrastructures de transport, énergétiques et hydrauliques essentielles; l'octroi de crédits d'impôt aux consommateurs pour améliorer l'efficacité énergétique de leur maison; la fabrication au pays de véhicules à technologies de pointe; le développement d'énergies renouvelables; et la modernisation du réseau électrique.
- 7) Il faut adopter des programmes d'atténuation des gaz à effet de serre transparents et réalisables, et exiger que tous les secteurs collaborent à réduire leurs émissions de carbone afin d'atteindre l'objectif établi par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour éviter des changements climatiques catastrophiques.
- 8) Tout programme ou intervention d'atténuation des gaz à effet de serre à l'échelle nationale doit prévoir un programme clairement défini de protection des travailleurs et des collectivités, et un mécanisme de rajustement des coûts applicable à la frontière par l'entremise d'un régime commercial jusqu'à ce que tous les principaux pays développés et en voie de développement y participent, veillant ainsi à ce que le programme n'aboutisse pas au transfert d'emplois et d'émissions de carbone à d'autres pays.
- 9) Nous appuyons la modernisation des édifices publics, industriels, commerciaux et résidentiels en vue de réaliser une plus grande efficacité énergétique en tant que moyen de créer des emplois et de réaliser des économies d'énergie.

Éducation et perfectionnement des membres

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos est un syndicat puissant profondément ancré dans l'histoire du syndicalisme nord-américain depuis 1862 et qu'il existe dans sa présente forme depuis 1942;

ATTENDU QUE de nombreux syndicats poursuivant des traditions dynamiques et militantes ont fusionné pour former le Syndicat des Métallos, notamment les Ouvriers du caoutchouc dont l'histoire a débuté en 1880 qui ont été parmi les premiers à faire des grèves d'occupation, le syndicat du papier qui a été créé en 1884 et qui a survécu à certaines attaques les plus brutales de l'histoire, le Syndicat des travailleurs des industries pétrolière, chimique et atomique qui a vu le jour en 1878 et qui a fait œuvre de pionnier en santé et sécurité, le syndicat des ouvriers du verre qui a été fondé en 1878 et qui compte parmi les premiers syndicats à lutter contre le travail des enfants et, plus récemment, le Syndicat des travailleurs en télécommunications qui existe depuis le début des années 90 et qui, tout au long de son histoire, a relevé les défis de la déréglementation de l'industrie du téléphone, tout en élargissant son étendue et sa portée géographiques afin de représenter des membres partout au Canada;

ATTENDU QUE le syndicalisme industriel, et en particulier le Syndicat des Métallos, se fonde sur un ensemble de principes qui consistent, entre autres, à unir dans une seule organisation, sans égards à la croyance, la couleur, au sexe ou à la nationalité, tous les travailleuses et travailleurs admissibles comme membres, à faire augmenter les salaires et à améliorer les conditions d'emploi par des lois et des ententes conjointes, à garantir une pension de la vieillesse, l'indemnisation des accidentés du travail et l'assurance-emploi, à obtenir des lois qui protègent la sécurité des travailleurs et leur droit de se syndiquer, à veiller à l'application de lois équitables et à l'abrogation de celles qui sont injustes;

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos est encore aujourd'hui guidé par ces principes;

ATTENDU QUE nos actions aujourd'hui s'appuient sur le souvenir et la préservation de notre passé;

ATTENDU QUE l'éducation est essentielle à notre capacité de faire adéquatement une réalité de ces principes fondamentaux et de maintenir notre force à représenter nos membres, d'en recruter de nouveaux et d'accroître notre pouvoir dans l'intérêt de la justice sociale, économique et législative de la classe ouvrière;

ATTENDU QUE ces travailleuses et travailleurs partagent notre désir d'occuper des emplois justes, sécuritaires et permettant de subvenir aux besoins de nos familles, et de voir nos localités prospérer;

ATTENDU QUE l'éducation est dispensée sous de nombreuses formes au sein de notre syndicat : cours de formation propres à un service, conférences et programmes éducatifs dans les districts, programme des Femmes d'acier et cours de formation sur les droits civils et de la personne, programmes d'études en leadership, de la Prochaine génération, d'Intervention immédiate et de perfectionnement du personnel;

ATTENDU QUE le Service de l'éducation et du perfectionnement des membres joue un grand nombre de rôles : il collabore à l'élaboration des programmes, il coordonne les programmes éducatifs avec les districts, il consulte d'autres services en ce qui a trait aux programmes et il cherche de nouveaux moyens d'offrir des occasions d'apprentissage à nos membres;

ATTENDU QUE l'une des principales responsabilités du Service de l'éducation et du perfectionnement des membres consiste à renforcer le leadership de ses membres de la base par l'entremise du Programme d'études en leadership;

ATTENDU QUE, depuis 2008, nous avons élaboré des cours de formation à l'intention de nos membres et de nos dirigeants, et qu'en plus de les présenter en anglais, nous les avons dispensés en espagnol et en français;

ATTENDU QUE le Programme d'études en leadership du Syndicat des Métallos a formé des centaines de militants qui sont des diplômés du programme, et que des centaines d'autres s'efforcent d'améliorer leurs compétences afin de devenir les futurs dirigeants de notre syndicat;

ATTENDU QUE des syndiqués de l'Australie, de la Finlande, du Mexique, de la Norvège, de l'Afrique du Sud, de la Suède et du Royaume-Uni ont suivi tous les niveaux du Programme d'études en leadership des Métallos;

ATTENDU QUE, aux États-Unis et au Canada, les services de l'éducation du syndicat créent un grand nombre de programmes éducatifs afin de répondre aux besoins des membres et qu'ils œuvrent sur le terrain pour leur offrir des cours sur une base régulière;

ATTENDU QUE le programme Retour à la base permet de former des milliers de membres au Canada par l'entremise d'un programme d'éducation de membre-à-membre, et aux dirigeants des sections locales d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour bâtir des sections locales solides;

ATTENDU QUE nos membres sont beaucoup plus susceptibles de prendre part aux activités du syndicat lorsque ce dernier leur offre une formation conçue spécifiquement pour les aider à remporter les luttes qu'ils mènent.

besoin à la table de négociation et pour gérer leurs conventions collectives tout au long de la durée de ces conventions.

- 9) Le Syndicat des Métallos continuera d'accueillir les syndiqués du monde entier à son Programme d'études en leadership afin de bâtir un mouvement ouvrier mondial et de participer au Programme de leadership des Travailleurs unis, qui rassemble des militantes et militants syndicaux du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Irlande afin qu'ils acquièrent les compétences nécessaires à l'action mondiale.
- 10) Le Syndicat des Métallos établira au rang de ses priorités l'élaboration de matériel exceptionnel sur l'orientation des nouveaux membres en vue de renseigner les débutants dans nos installations et de promouvoir le militantisme parmi les nouveaux membres.
- 11) Le Syndicat des Métallos s'engage à bâtir un syndicat plus inclusif en offrant la formation dans diverses langues, en encourageant la participation des groupes et secteurs minoritaires à titre d'apprenants et d'animateurs/instructeurs, et en s'assurant que tous les établissements d'enseignement soient conviviaux et accessibles à tous les membres et que tout le matériel didactique tienne compte de tous les secteurs et de tous les membres.
- 12) Le Syndicat des Métallos s'engage à bâtir l'Institut d'études et de militantisme syndicaux Lynn Williams (Lynn Williams Institute for Labour Studies and Activism) afin de s'assurer d'avoir un corps de militants et de permanents hautement qualifiés à l'avenir pour représenter la grande diversité de ses membres;
- 13) Le Syndicat des Métallos s'engage à préserver son histoire et à la faire connaître du public en établissant le Musée des Métallos, et à poursuivre son engagement avec les organisations universitaires qui maintiennent des archives.

ATTENDU QUE l'ICD s'est engagé à développer une main-d'œuvre hautement compétente en assurant continuellement le perfectionnement des compétences de nos membres par l'entremise de ses programmes;

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos exerce une surveillance afin de s'assurer à ce que les membres déplacés reçoivent des services de formation et de placement efficaces par l'entremise de programmes gouvernementaux consolidés;

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos au Canada collabore depuis longtemps avec les employeurs, les gouvernements fédéral et provinciaux et, dans certains cas, avec d'autres syndicats à la création de conseils sectoriels qui élaborent, promeuvent et offrent des programmes de formation et d'adaptation de la main-d'œuvre permettant de répondre aux besoins des travailleurs;

ATTENDU QUE la coalition canadienne de perfectionnement professionnel et de l'emploi (Canadian Skills Training and Employment Coalition ou CSTECC), qui existe depuis plus de vingt-cinq ans et qui offre des programmes de perfectionnement professionnel pour les Métallos canadiens et d'autres travailleurs du secteur de la fabrication, assure une orientation dans l'élaboration de programmes de formation bénéfiques aux travailleurs, et qu'elle continue de montrer l'énorme potentiel des approches sectorielles de l'apprentissage et de la formation, tant pour les travailleurs que les employeurs;

ATTENDU QUE certains membres du Congrès américain cherchent à privatiser les services de placement et d'échange de travailleurs, ainsi qu'à réduire considérablement le financement affecté à de tels programmes;

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral canadien a réduit les ressources des programmes communautaires et syndicaux d'adaptation de la main-d'œuvre, et qu'il a mis fin au programme des conseils sectoriels (Sector Council Program) qui finançait les conseils sectoriels paritaires pour la formation depuis de nombreuses années;

ATTENDU QUE les gouvernements fédéral et provinciaux canadiens ne consacrent pas suffisamment de ressources aux programmes de formation et d'adaptation de la main-d'œuvre, lesquels deviennent encore plus importants en raison de l'évolution de notre économie qui est de plus en plus soumise aux pressions qu'occasionnent le commerce, l'automatisation et le besoin de tenir compte du changement climatique.

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT RÉSOLU QUE :

- 1) Notre syndicat devrait continuer d'intensifier ses efforts novateurs en vue d'élaborer des programmes de perfectionnement professionnel et d'autres programmes de formation aux États-Unis financés par les contributions des employeurs négociées dans les conventions collectives, programmes qui tiennent compte du désir d'apprentissage continu de nos membres et leur donnent la possibilité de parfaire leurs connaissances de base et en alphabétisation, d'acquérir des compétences transférables et d'améliorer leurs relations

Propriété et capital des travailleurs

ATTENDU QUE nos employeurs continuent de réaliser des profits sans précédent alors que les revenus des familles ouvrières stagnent;

ATTENDU QUE, aux États-Unis, le centile de la population le plus riche a bénéficié de 95% des gains en revenu depuis 2009, aggravant l'inégalité de la richesse aux États-Unis;

ATTENDU QUE l'inégalité de la richesse a augmenté au Canada pendant les 30 dernières années, la valeur de la richesse des deux Canadiens les plus riches équivalant à la richesse des 11 millions de Canadiens les plus pauvres;

ATTENDU QUE les membres du Syndicat des Métallos ont investi des milliards de dollars dans des régimes de retraite, des régimes 401(k), des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) et des fonds d'investissement de travailleurs au Canada, comme le Fonds de solidarité de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec et le Working Opportunity Fund;

ATTENDU QUE l'histoire a prouvé que ces investissements de nos épargnes peuvent produire un rendement monétaire et social satisfaisant permettant de soutenir et de créer des emplois, ainsi que d'investir dans nos milieux;

ATTENDU QUE, trop souvent, nous avons constaté des résultats contraires lorsque nous n'influençons pas ces investissements, laissant Wall Street et Bay Street prendre des risques avec notre argent de façons qui menacent nos emplois et détruisent nos milieux;

ATTENDU QUE la propriété des travailleurs s'est avérée fructueuse lorsqu'elle équivaut bien plus qu'à la simple valeur d'une action;

ATTENDU QUE la création d'emplois durables qui offrent des salaires suffisants aide également à créer des collectivités durables.

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT RÉSOLU QUE :

- 1) Notre syndicat continuera de prendre tous les moyens possibles pour veiller à ce que ses investissements et ceux de ses membres collectivement soient utilisés de manière à garantir non seulement un rendement monétaire raisonnable, mais également la sécurité d'emploi, la création d'emplois, des investissements dans nos milieux et des économies régionales durables.
- 2) Notre syndicat continuera de promouvoir et de mettre sur pied des coopératives syndicales appartenant à des travailleurs, ainsi que d'autres formes de propriété

Réaffirmer notre engagement envers un programme d'action politique solide

ATTENDU QU'un programme d'action politique solide et efficace est essentiel à la protection et à l'accroissement des droits de tous nos confrères et consœurs Métallos dans le lieu de travail;

ATTENDU QUE les comités d'action politique (CAP) du Syndicat des Métallos sont la force motrice du programme d'action politique de notre syndicat aux paliers fédéral, étatique et local aux États-Unis;

ATTENDU QUE le Syndicat des Métallos a systématiquement réaffirmé son engagement à enrôler la participation des membres aux comités d'action politique;

ATTENDU QUE environ 95% des contributions aux comités d'action politique proviennent de retenues salariales, même si celles-ci font l'objet d'attaques;

ATTENDU QUE les attaques contre les droits des travailleurs, en particulier aux paliers étatique et local, se sont intensifiées chaque année, d'où l'importance d'avoir un programme d'action politique solide, financé par les contributions aux comités d'action politique;

ATTENDU QUE la Cour suprême des États-Unis continue de faire en sorte qu'il soit plus facile pour les entreprises et les super-riches de financer les responsables politiques anti-ouvriers, et que les CAP du Syndicat des Métallos constituent un moyen de faire entendre notre voix;

ATTENDU QUE le programme d'action politique continue de se moderniser et d'améliorer ses stratégies de sollicitation et de collecte de contributions.

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT RÉSOLU QUE :

- 1) Les membres et militants du Syndicat des Métallos réaffirment leur engagement au programme d'action politique du syndicat, en particulier en augmentant les contributions aux comités d'action politique du syndicat.
- 2) Les membres et les militants du Syndicat des Métallos continuent de lutter pour la négociation de clauses contractuelles en vue d'améliorer les retenues salariales versées à titre de contributions aux comités d'action politique.
- 3) En veillant à inclure les comités d'action politique du Syndicat des Métallos dans chacune de leurs conversations avec nos consœurs et confrères, les membres et

Renvois au Bureau exécutifs et autres renvois

ATTENDU QUE de nombreuses résolutions ont été soumises sur des sujets qui exigent un examen plus approfondi ou parce qu'il est plus approprié, pour d'autres raisons, que le Bureau exécutif international les étudie et/ou prenne des mesures à leur égard.

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT RÉSOLU QUE :

- 1) Le présent congrès renvoie les résolutions suivantes au Bureau exécutif international afin qu'il les étudie et prenne les mesures qui s'imposent :
 - a) Le Syndicat des Métallos devrait examiner la possibilité d'avancer la date de début des versements et augmenter le montant des indemnités du Fonds de grève et de défense sans nuire à sa viabilité à long terme.
 - b) Les postes de la FAT-COI dans les États devraient être comblés parmi les affiliés.
 - c) Le Syndicat des Métallos devrait effectuer un sondage auprès de ses membres avant d'appuyer de prochains présidents et premiers ministres.
 - d) Des comités de la Prochaine génération seront ajoutés aux programmes des conférences des districts, et on encouragera toutes les sections locales à créer leur propre Comité de la Prochaine génération.
 - e) Faire pression sur tous les paliers de gouvernement nécessaires pour qu'ils renforcent et appliquent les lois qui protègent les travailleurs des centres d'appels.
 - f) Restaurer le monument de Fannie Sellins et tenir un service commémoratif en 2019.
 - g) Le Syndicat des Métallos approuvera et appuiera la création d'un programme des «Vétérans d'acier» afin d'honorer nos anciens combattants et nos membres qui reviennent du service militaire.
 - h) Le Syndicat des Métallos appuiera la pleine équité salariale dans nos conventions collectives et l'augmentation du salaire minimum à un niveau suffisant. Il créera un système d'évaluation des emplois qui reflète exactement les compétences, les responsabilités, l'effort et les conditions de travail des travailleuses et travailleurs.
- (2) Nous félicitons les nombreuses sections locales qui ont préparé et adopté ces résolutions.

UNITED STEELWORKERS

THE
POWER OF
UNITY

Day
one

CONVENTION COVERAGE

The Power of Unity Defines Us: Gerard

International President Leo W. Gerard opened the 2017 Constitutional Convention on Monday with a tribute to the USW's 75 years of fighting for workers and a call for renewed activism and unity among members.

"Our founders risked everything to win the rights that all of us enjoy today. They did it against unbelievable odds. They battled hired scabs and thugs. They stood down national guardsmen hell bent on breaking their strikes. They even stood their ground against cops that shot them dead on picket lines," Gerard said.

"And yet, in spite of all that, they prevailed. Their power was – and ours still is – the greatest power every known - the power of unity, the power of our activism, the power of standing strong, shoulder to shoulder – militant if necessary."

Delegates rose to their feet and applauded in tribute to

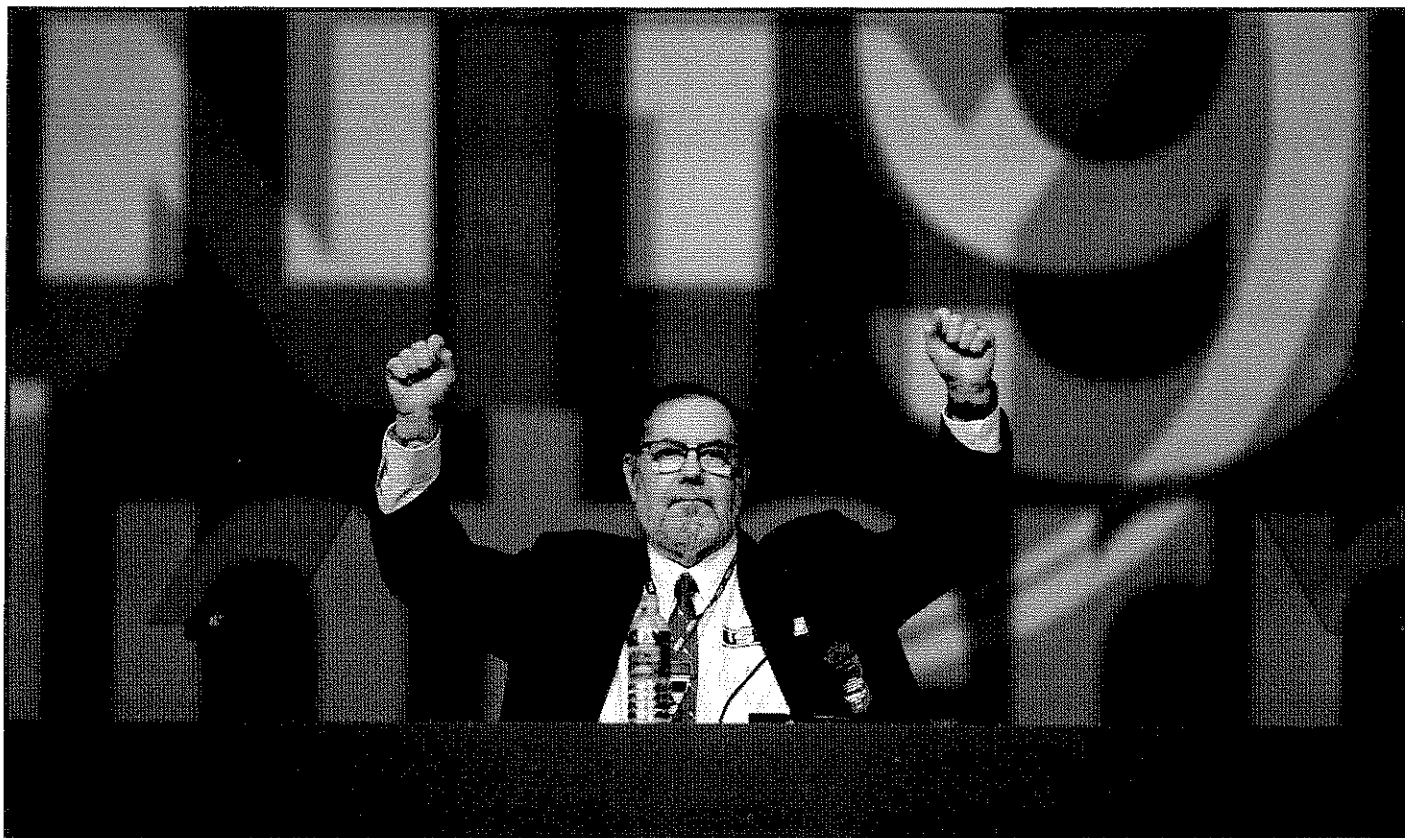
those who founded the USW and those who helped it grow beyond its industrial roots into the diverse union it is today in the United States, Canada and the Caribbean

Together going forward, Gerard said, the union faces great challenges in fighting to maintain jobs, middle class wages and benefits against corporate greed.

"And we've still got CEOs who sneer at our demand to put an end to hazards in the workplace," he said. "Instead they focus on their next yearly bonus and stock options."

Gerard praised USW oil workers who took on an unfair labor practice strike in the United States to improve safety on the job in a rich industry that has for decades been tone deaf to our demands for safer working condition.

He acknowledged locked-out USW members in steel who
(continued on page 2)



The World Craves the Power of Unity: DNC Chair

Democratic National Committee Chairman Tom Perez says his mission to advance the middle-class agenda is inspired by Steelworker values of unity and fighting for workers' rights.

"Those values are all about making sure we all succeed across this country," Perez told USW delegates in his rousing convention address Monday.

"You inspire me. The world craves what that sign means – The Power of Unity," he said, referencing the convention theme.

"When we marshal the power of unity, we build a better nation, a fairer nation, a more just nation."

Perez, former President Barack Obama's Labor secretary, was elected DNC chairman in February. Next week, he and Vermont Sen. Bernie Sanders will launch a multistate tour to unify Democrats and rally grassroots support, including union members.

"I understand that we are in a divided nation. We have to earn your trust and the best way to earn your trust is to lead with your values," he said.

"We know that when unions succeed, America succeeds. When unions succeed, the middle class succeeds."

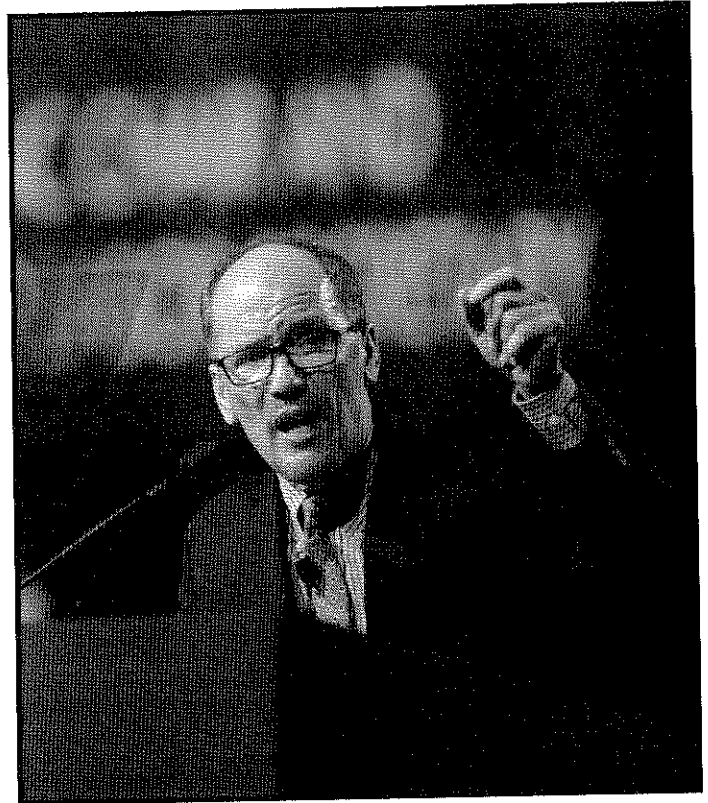
Reinforcing a message of USW International President Leo Gerard's convention keynote address, Perez urged Steelworkers across the country to seek political office and fight for a government that represents all Americans, not just the 1 per cent.

"People are waking up and saying it is not acceptable that we have so much inequality," he said. "Too many decisions are being made without members of the labor movement in the room."

Republicans are exacerbating inequality by trying to take away health care coverage from millions of people, impose an age tax, make it harder to save for retirement and make it harder for homebuyers to afford a mortgage, he said.

Perez said the Trump administration's \$1 trillion infrastructure plan would enrich private corporations while rejecting project labor agreements that would force all contractors to pay union-level wages.

"We need you to be in the game," he told USW members. "We need you to get into the arena and run for office – as Democrats – from the school board to the Senate."



Democratic National Committee Chairman Thomas Perez

Resolution Round-Up: Day One

On the first day of the 2017 USW Convention, delegates debated five of 28 policy resolutions and 20 local union resolutions.

Before beginning, USW Secretary-Treasurer Stan Johnson reminded delegates that their primary responsibility was to debate and pass resolutions that will articulate the union's policies and guide its action.

The delegates unanimously passed Resolution 3 – "The Power of Unity" – which echoed the theme of the convention. The resolution commits USW members to stand together in the fight for social and economic justice.

Stacy Spexet of Local 9460 in Duluth, Minn., said "We have been able to keep our members going through tough times because of our unity."

Another resolution that passed challenges the USW to reinvigorate its political activism to fight for workers' rights and to support union members who run for public office.

Delegate P.C. Choo, of Local 1998 in Toronto, shared a personal story of his first run for political office in 1994,

several years after he emigrated from Malaysia to Canada.

"The reason why I managed to win is because I dared to speak truth to power," Chu said. "If I can do it, so can you."

Also passed was Resolution 19, titled Affordable Healthcare – a Basic Human Right. With it, delegates resolved that the USW will work to ensure that healthcare is considered a human right.

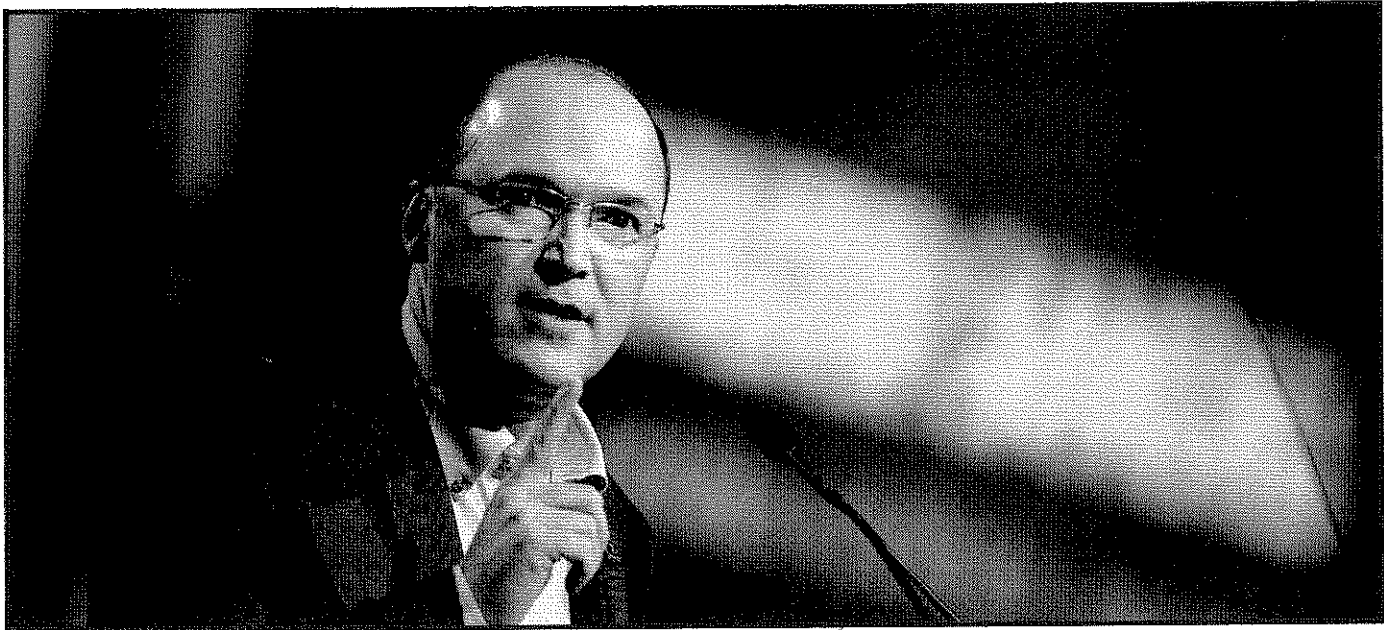
Numerous members spoke in support of this resolution, including Carlos Castillo of Local 915 in District 12. Castillo, who was elected president of his local in the spring of 2016, learned in the fall that he had cancer. He paid a \$5,000 deductible when treatment began in November and another \$5,000 when treatment continued into January of 2017.

That is a lot, he acknowledged, but he said he is grateful when he considers the situation of people who do not have any insurance.

Debates on the resolutions will continue throughout the convention.

THE
POWER OF
 UNITED STEELWORKERS
UNITY

Day
two
 CONVENTION COVERAGE



Valter Sanchez, General Sec., IndustriALL

International Solidarity Front and Center on Day Two

Leaders of IndustriALL, a worldwide federation of unions, and Workers Uniting, an international union, made clear Tuesday that the USW is not alone in the fight for global economic justice.

“When one of our unions is attacked, then both of our unions will respond,” Tony Burke, assistant general secretary of Unite the Union in the United Kingdom and the Republic of Ireland. “We will fight back and we will not walk away.”

Unite the Union, the largest union in the UK, and the USW are founding partners in Workers Uniting, an alliance of three million active and retired workers that was founded in 2011.

“We are a global union for men and women,” Burke said. “We are a global union for young people, for retired people, for people of color, for those with disabilities and for LGBT workers.”

Under the banner of Workers Uniting, USW members in the U.S. and Canada work together with Unite members in steel and aluminum, chemicals, oil, energy, paper and

packaging, and glass.

“We have members in many of the same companies and we deal sometimes with the same CEOs,” said Burke, a Workers Uniting board member.

Burke welcomed glass workers who are soon to join the USW and the more than 11,000 members of the former Telecommunication Workers Union in Canada who have merged with the USW and are now Local 1944.

While in Las Vegas, Burke met with USW-represented health care workers and said his union is committed to making sure it builds a strong relationship with those USW members in the health care sector.

The fight for fair trade is a key issue on the agendas of both unions. Of immediate concern is stopping China from being accepted as a market economy by the United States and Europe. That elevated status would protect China from dumping and anti-subsidy trade cases.

Burke thanked the USW for its help in its campaign to save
(continued on page 4)

Cleaver: Unity Can Defeat Economic Bullies

Congressman Emanuel Cleaver, D-Mo., a United Methodist minister and the first black mayor of Kansas City, told the delegates at the 2017 USW Convention that workers are being pushed around by rich bullies, but unity can defeat them.

“We must go out of here with new found unity. The only way we are going to make it is if we are all together as working people. We are in the majority. There are more of us than them,” he said.

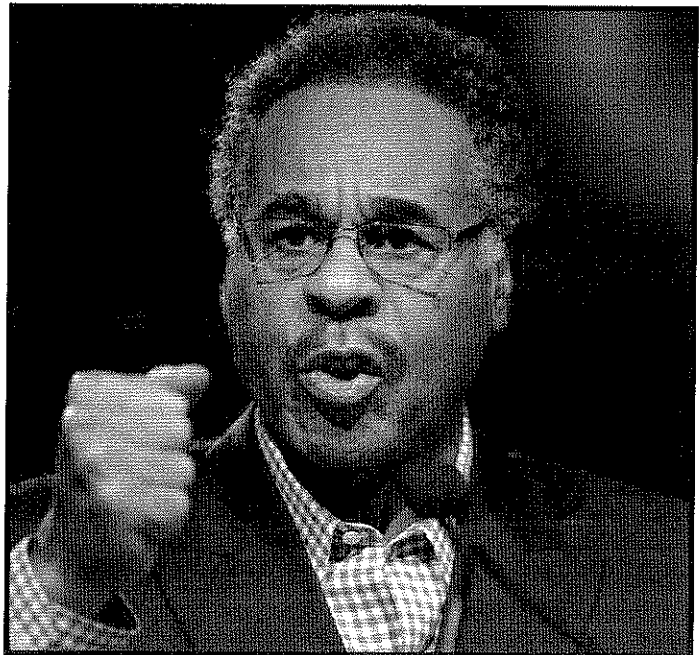
District 12 Director Emil Ramirez, who introduced Cleaver, said, “Throughout his career, he has always stood on the side of workers and their families.”

Cleaver apologized that the record book says only 98 percent of his votes were for working people. He said to laughs and applause, “My father would come up out of the grave with that belt he used to use if I stood with some billionaires over working people. I won’t do it as long as I am alive.”

He noted that his grandfather worked as a Pullman Porter on the railroad, a union job that enabled him to buy a house and a car. He recounted fighting so-called right-to-work legislation when it was proposed previously in Missouri and pledged to fight it when it is placed on the ballot again.

To win, he said working people must act in unity and never give up. He told a story about a young Andrew Jackson, the 7th U.S. President. He said Jackson wasn’t the best brawler, but he always got up after he was thrown down. Cleaver said workers must be like Jackson.

“We cannot be thrown permanently. We are the people who built this country. We will act in unity. We are the working people. We will not stay thrown.”



Emanuel Cleaver, U.S. Congressman (Missouri)

**“We must go out of here
with new found unity.
The only way we are going to
make it is if we are all together
as working people. We are in the
majority. There are more of us
than them.”**

Solidarity, Organizing, Environment

Plastics and Allied Workers International Union (GMP), which recently approved a merger with the USW, spoke of the importance of organizing.

“We know very well that everybody in this hall has a responsibility to grow the labor movement,” Smith said.

In the afternoon after a heated debate, the delegates approved a resolution titled, “Charting a Path for our Future: Economic and Environmental Sustainability.”

It says that the USW supports balanced approaches to climate change and opposes retrenchment on environmental laws.

It faced opposition from delegates who felt it did not go far enough and those who felt it went too far.

Justin Holloway of Local 1998 at the University of Toronto objected to what he described as the resolution’s fossilized language, saying “There are no jobs on a dead planet.”

Ryan O’Callaghan of Local 1, who works at Philadelphia Energy Solutions, a refinery the USW helped save when it was slated to close, said his co-workers will not support the resolution because its philosophy could cost them their jobs.

Speaking for the majority who supported the resolution, Carolyn Egan of Local 8300 in Toronto said, “No worker can be left behind. We are worker advocates. Just transition is critical to any just climate change program. It can’t be jobs versus the environment.”

THE
POWER OF
UNITY

UNITED STEELWORKERS

Day
three
CONVENTION COVERAGE

USW Delegates Passionately Support Resolutions

USW members spoke with emotion and fervor on Wednesday in backing resolutions promoting civil rights and inclusion.

The delegation overwhelmingly supported four resolutions. They are a call to strengthen the union's collective bargaining, continue the fight against unfair trade, support Women of Steel and promote civil rights.

During the debate on the Women of Steel resolution, No. 6, the delegates rose in standing ovation to Inder Johal from District 3, who is running to be a member of the British Columbia legislature. Along with her Women of Steel mentor, Georgi Bates, she said Women of Steel helped in this quest.

Bates said she and Johal "are committed activists who are supported by our local where the president lifts us up and removes barriers that could be placed in our way."

Bates and Johal, from Local 2009, said they were first time delegates who both serve on their Women of Steel and

NextGen committees.

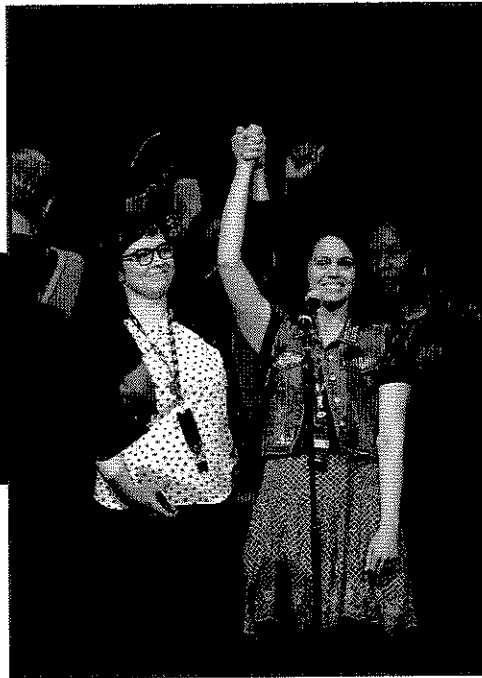
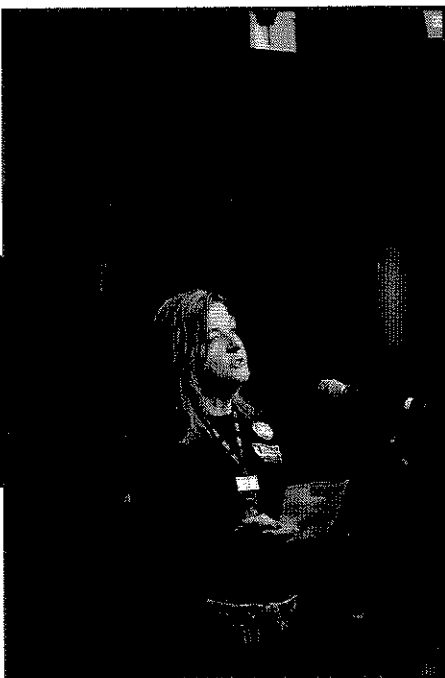
"I am running against a man who has destroyed thousands of steelworker jobs" by allowing raw log exports and who supported regressive tax schemes, Johal told the delegates.

Later, all Women of Steel members were asked to stand and received applause from the assembly.

"The women of Steel training program is awesome," said Liz Cherry, a member of Local 4120 in District 6. But, she said, "There seems to be a glass ceiling above the level of president of the local." She said women needed to be represented in the ranks of higher union officials.

USW President Leo Gerard, who helped establish the Women of Steel program 30 years ago in District 6, said, "At some point we will have women (district) directors, and maybe in my lifetime a woman as president."

(continued on page 4))



Steelworkers, the NDP has your back: Tom Mulcair

The USW convention theme reflects an enduring alliance between Steelworkers and the New Democratic Party (NDP) of Canada that has produced historic social and economic change over more than five decades, NDP Leader Tom Mulcair says.

“The history of the United Steelworkers and the New Democratic Party of Canada is a story of the power of unity,” Mulcair said in his convention address Wednesday.

“We are rooted in the values of equality, justice and opportunity. We believe a fair economy should lift everyone up, not just the few at the top. And that by staying united we will leave a better, fairer world to future generations. That is what unites us all here in this room.”

The USW was a founding partner of the social democratic NDP in 1961. The NDP and allies including the labor movement established Canada’s single-payer, public medicare system and fostered numerous programs and legislation that built a prosperous and more equal society.

However, Canada is becoming increasingly unequal as Conservative and Liberal governments embrace a right-wing agenda that is decimating the middle class, Mulcair said.

“It’s not surprising that the gap between the wealthy and everyone else is growing.”

The federal Liberal government is “pursuing the same wrong-headed trade deals and policies that have been destroying good jobs for decades,” he said.

The Liberals support NAFTA, have signed a corporate-friendly trade agreement with the European Union and are actively trying to save the Trans Pacific Partnership.

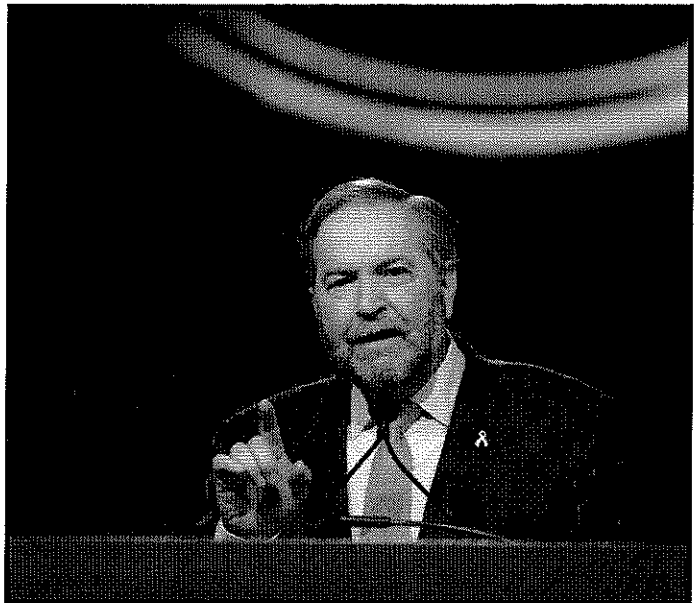
The NDP is “taking on the Liberals and pushing for action against steel dumping, especially from China, which is

threatening the steel industry and costing Canadians tens of thousands of jobs,” Mulcair said.

New Democrats are fighting for working people and an equal society, like Steelworkers have been doing for 75 years.

“As Canadian Director Ken Neumann often says, the NDP has no stronger friend than the Steelworkers, and the Steelworkers have no stronger friend than the NDP.

“Brothers and sisters, know that the NDP has your back. Know that we will fight for your rights, day in and day out.”



Thomas Mulcair, Leader, New Democratic Party of Canada

Jefferson Awards Winners Honored

USW convention delegates celebrated the charity work and community service of their fellow union members on Wednesday with the USW Cares Jefferson Awards for Public Service.

The union established the USW Cares program two years ago to honor the community work of our members, to inspire others to get involved and to shed light on causes that need support.

The Jefferson Awards, given both locally and nationally since 1972, are considered the “Nobel Prize” of community service. The USW is the first union to partner with the Jefferson Awards.

“The work of our activists and leaders doesn’t end at the union hall. That work extends into our communities where we live and work,” said Vice President Carol Landry in introducing the USW’s honorees. “Steelworkers are tough, but Steelworkers have big hearts.”

On Wednesday, delegates celebrated the 2016 national award winner, Priscilla Puente of Local 13-227 in Pasadena, Texas. She was honored for helping to establish a scholarship

fund for domestic abuse victims to obtain training and education that could help them find good jobs.

“Go home and spread the word and change a life,” Puente urged the delegates, who greeted her with a standing ovation.

2017’s top USW winner, Nancy McCurrach of Local 1944 in Western Canada, was honored for recruiting volunteers for a “Refugee Welcome Wagon” to assist 600 Syrian refugees, including 200 children.

In the past two years, more than 250 USW members have been nominated for Jefferson Awards. An independent panel of judges selects award winners from each USW district and from SOAR.

Amanda Johnson, national director for the Jefferson Awards Foundation, said the kindness and generosity of USW members has been evident all week in her interactions with delegates.

Johnson challenged delegates to nominate members for future awards.

“The USW has redefined the Jefferson Awards Champions program,” Johnson said.

THE
POWER OF
 UNITED STEELWORKERS
UNITY

Jour
UN

Le Congrès au jour le jour

Le pouvoir de l'unité nous définit

– Leo Gerard

Le président international Leo W. Gerard a ouvert lundi le Congrès statutaire 2017 en saluant les 75 ans de lutte du Syndicat des Métallos pour la noble cause des travailleurs ainsi qu'en réclamant un militantisme renouvelé et l'unité entre les membres.

«Nos fondateurs ont tout risqué pour nos droits. Ils ont surmonté d'incroyables obstacles, affronté des briseurs de grève, des fiers-à-bras et des gardes nationaux déterminés à briser leurs grèves. Ils ont même tenu tête à des policiers qui les ont littéralement abattus sur la ligne de piquetage», a raconté Leo Gerard.

«Malgré tout, nos membres ont triomphé. Leur pouvoir était le plus grand, et il l'est toujours – le pouvoir de l'unité, du militantisme, le pouvoir de demeurer forts, côte à côte, et militants lorsque nécessaire.»

Les délégués l'ont applaudi, rendant hommage aux fondateurs du syndicat et à ceux qui l'ont aidé à se diversifier aux

États-Unis, au Canada et dans les Caraïbes.

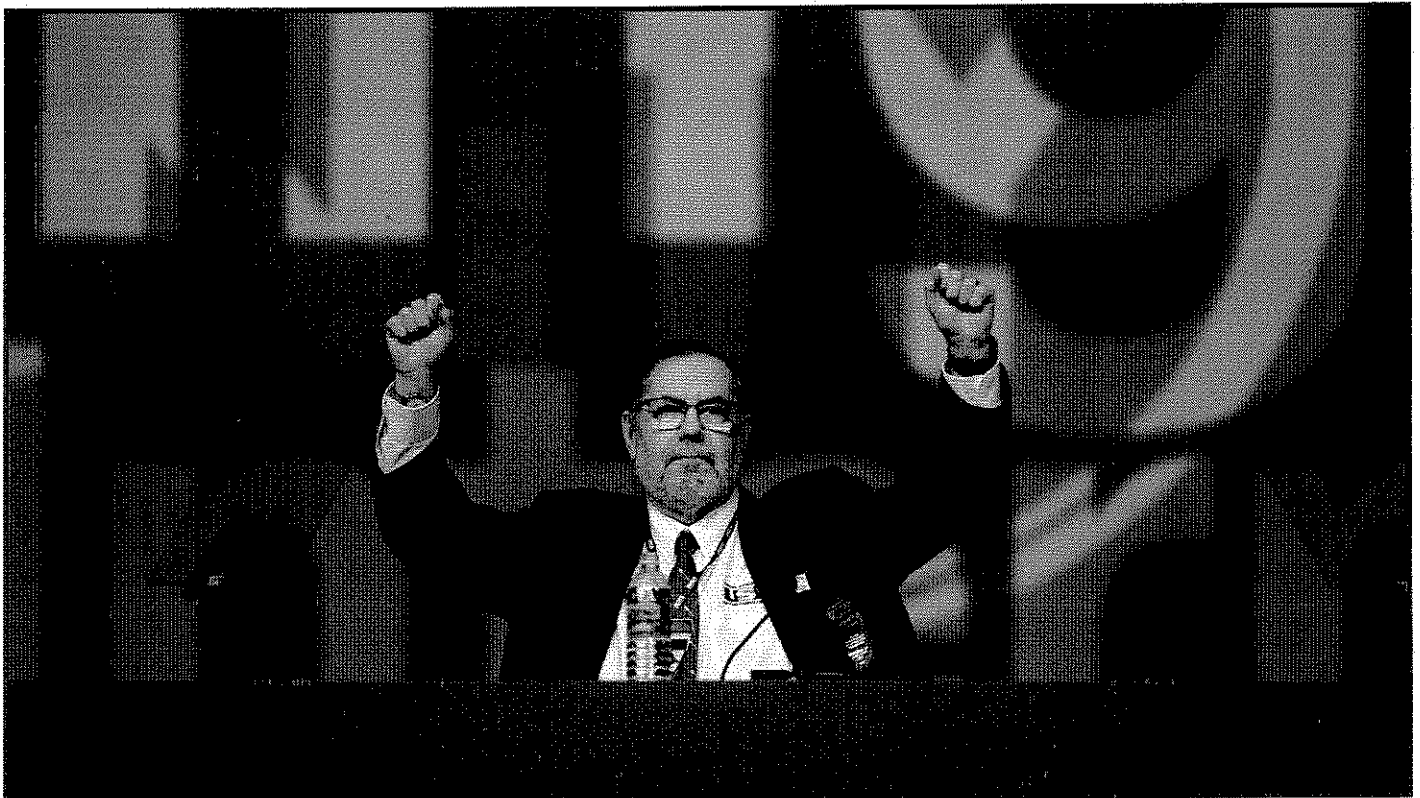
Selon Leo Gerard, le Syndicat devra relever d'incroyables défis pour protéger les emplois, les salaires de la classe moyenne et les avantages sociaux contre la cupidité des entreprises.

«Il y a encore des PDG qui considèrent avec mépris nos demandes d'éliminer ou réduire les risques au travail, s'inquiétant davantage de leurs prochaines primes et options d'achat d'actions.»

Leo Gerard a loué les Métallos du secteur pétrolier américain qui ont débrayé et refusé des pratiques de travail déloyales. Ils ont exigé l'amélioration de la santé et sécurité au travail dans une industrie qui rejette les revendications pour des conditions de travail sécuritaire depuis des décennies.

Il a salué les Métallos de l'acier en lockout qui ont résisté

suite en page 2



Le monde a soif du pouvoir de l'unité – Tom Perez

Le président du Comité national démocrate (CND), Tom Perez, dit que sa mission de rehausser le statut de la classe moyenne s'inspire des valeurs des Métallos : l'unité et la lutte pour les droits ouvriers.

«Ces valeurs vont assurer notre succès dans tout le pays», a déclaré celui qui préside le comité à la tête du Parti démocrate.

«Vous m'inspirez. Le monde a soif du pouvoir de la solidarité. En canalisant ce pouvoir, nous bâtissons une nation meilleure, plus équitable, plus juste», a-t-il lancé dans une allocution vibrante.

L'ancien secrétaire du travail de Barack Obama a été élu président du CND en février. La semaine prochaine, il visitera avec le sénateur du Vermont Bernie Sanders plusieurs États pour unifier les démocrates et mobiliser les troupes, notamment des syndiqués.

«Notre nation est divisée. Nous devons gagner votre confiance, et la meilleure façon d'y arriver est de diriger avec vos valeurs.

«Nous savons que si les syndicats vont bien, l'Amérique aussi. Si les syndicats vont bien, la classe moyenne aussi.»

Reprenant un message du président Leo Gerard, il a exhorté les métallos à se porter candidats à des fonctions politiques et à se battre pour un gouvernement qui représente tous les Américains, non seulement le un pour cent des plus riches.

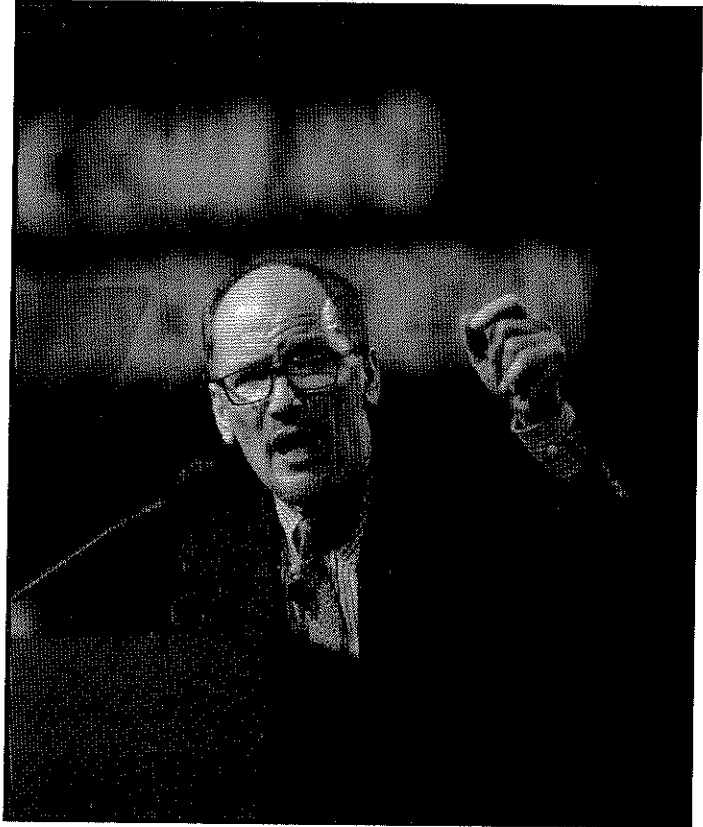
«Les gens se réveillent et jugent un tel niveau d'inégalités inacceptable. Trop de décisions sont prises sans que le mouvement ouvrier ait son mot à dire.»

Les républicains exacerbent les inégalités en essayant de supprimer l'assurance-santé de millions de personnes, en imposant une taxe aux personnes âgées, en rendant plus difficile l'épargne pour la retraite et en limitant l'accès à la propriété.

D'après Tom Perez, le projet d'infrastructure de mille milliards de dollars de l'administration Trump enrichirait les sociétés privées tout en rejetant du revers de la main les

conventions collectives garantissant un bon salaire.

«Nous avons besoin de vous, besoin que vous entriez dans l'arène et que vous vous portiez candidats en tant que démocrates, que ce soit dans un conseil scolaire ou au Sénat», a conclu le politicien démocrate.



Le président du Comité national démocrate, Thomas Perez

Survol des résolutions: Jour 1

Le premier jour du congrès des Métallos, les délégués ont débattu de cinq des 28 résolutions d'orientation et de 20 résolutions provenant des sections locales.

Le secrétaire-trésorier du Syndicat Stan Johnson a rappelé aux délégués leur principale responsabilité: débattre et adopter les résolutions qui définiront les politiques du Syndicat et guideront ses actions.

Les délégués ont adopté à l'unanimité la résolution n° 3, laquelle reprend le thème du congrès «Le pouvoir de la solidarité» et engage les Métallos à demeurer solidaires dans la lutte pour la justice sociale et économique.

Stacy Spexet de la section locale 9460 à Duluth (Minnesota) a déclaré: «C'est grâce à la solidarité si nous avons réussi à garder nos membres malgré la conjoncture difficile.»

Une autre résolution adoptée demande au Syndicat des Métallos de redynamiser son militantisme politique afin de défendre les droits des travailleuses et travailleurs et d'appuyer les membres du syndicat lors d'élections.

Le délégué P.C. Choo, de la section locale 1998 à Toronto, a raconté son expérience lorsqu'il s'est présenté comme candidat pour la première fois en 1994, plusieurs années après son arrivée de la Malaisie au Canada.

«Si j'ai gagné, c'est parce que j'ai osé dire la vérité. Si je peux le faire, vous le pouvez aussi.»

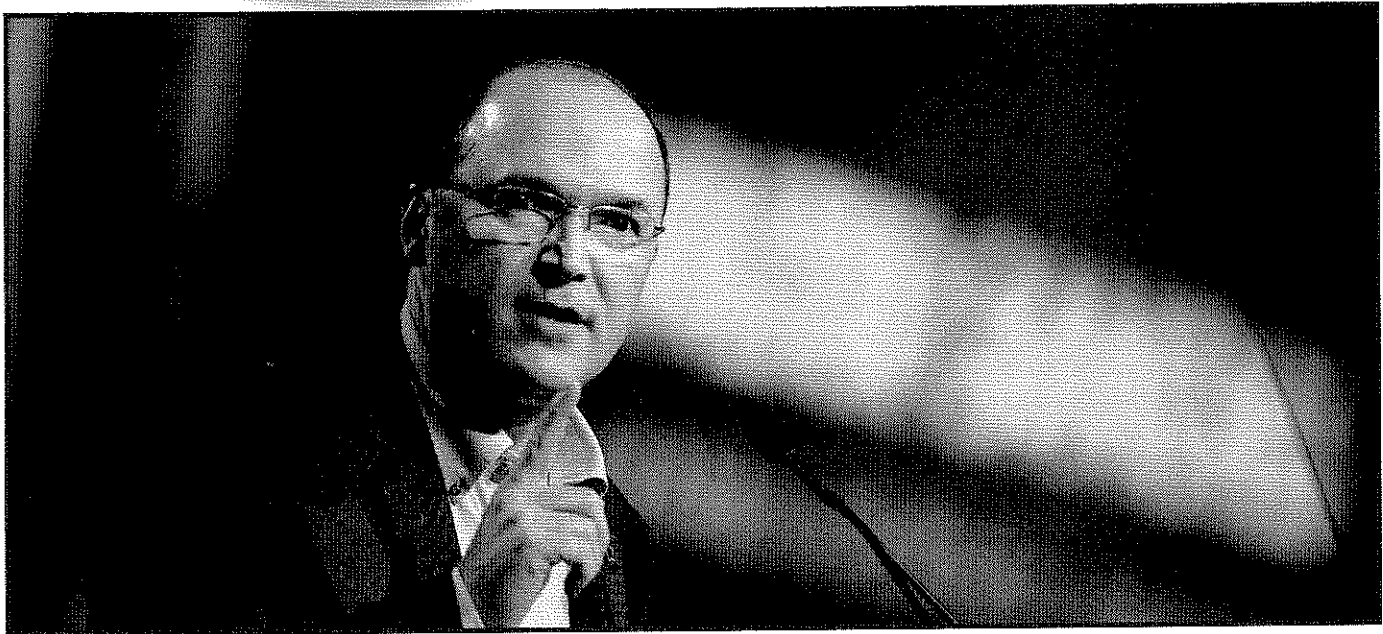
Les délégués ont aussi adopté la résolution 19 intitulée «Des soins de santé abordables – Un droit fondamental». De nombreux membres se sont prononcés en faveur de cette résolution, notamment Carlos Castillo, de la section locale 915 du district 12. Élu président de sa section locale au printemps 2016, Carlos a appris à l'automne qu'il était atteint du cancer. Il a versé une franchise de 5000 \$ au début du traitement en novembre et 5000 \$ en janvier 2017, quand le traitement s'est poursuivi.

«C'est beaucoup!», a-t-il souligné, mais il se dit reconnaissant quand il pense aux personnes qui n'ont pas d'assurance.

Les débats sur les résolutions se poursuivront pendant tout le congrès, jusqu'à jeudi.

LES MÉTALLOS
LE POUVOIR DE LA
SOLIDARITÉ

Jour Jour Jour Jour
un deux trois quatre
Le Congrès au jour le jour



Le secrétaire général d'IndustriALL, Valtter Sanches

La solidarité internationale à l'avant-plan au deuxième jour

Les dirigeants de la fédération mondiale de syndicats IndustriALL et du Syndicat international des travailleurs unis (Workers Uniting) ont indiqué clairement mardi que le Syndicat des Métallos n'était pas seul dans sa lutte pour la justice économique mondiale.

«Dans l'éventualité d'une attaque contre une de nos organisations, nos deux syndicats réagiront», a mentionné Tony Burke, secrétaire général adjoint de Unite the Union au Royaume-Uni et en Irlande. *Nous réagirons et n'abandonnerons pas.*»

Unite the Union et le Syndicat des Métallos sont des partenaires fondateurs des Travailleurs unis, une alliance de trois millions de travailleurs actifs et retraités établie en 2011.

«Nous sommes un syndicat mondial pour les hommes, les femmes, les jeunes, les retraités, les gens de couleur, les personnes handicapées et les travailleurs LGBT.»

Sous la bannière des Travailleurs unis, les Métallos aux États-Unis et au Canada collaborent avec les membres de Unite the Union dans l'acier, l'aluminium, les produits chimiques, le pétrole, l'énergie, le papier, l'emballage et le verre.

«Nos membres travaillent dans les mêmes entreprises et nous faisons parfois affaire avec le même PDG», a précisé Tony Burke, membre du conseil des Travailleurs unis.

Ce dernier a salué les travailleurs du verre qui vont bientôt se joindre aux Métallos ainsi que les quelque 11 000 membres du Syndicat des travailleurs(euses) en télécommunications qui ont fusionné avec le Syndicat des Métallos et forment maintenant la section locale 1944.

À Las Vegas, Tony Burke a rencontré des Métallos qui travaillent dans le domaine de la santé et leur a indiqué que son syndicat s'était engagé à établir une relation solide avec les Métallos du secteur.

La lutte pour le commerce équitable constitue un enjeu clé des deux syndicats. Dans l'immédiat, il faut empêcher les États-Unis et l'Europe de reconnaître la Chine comme une économie de marché. Ce statut la protégerait de toute plainte commerciale contre le dumping et les subventions déloyales.

Tony Burke remercie le Syndicat des Métallos de son soutien pendant la campagne pour sauver l'industrie de l'acier menacée par les importations étrangères à des prix déloyaux au

suite en page 4

Emanuel Cleaver: La solidarité peut vaincre l'intimidation économique

Le représentant démocrate du Missouri, Emanuel Cleaver, premier maire noir de Kansas City et pasteur de l'Église méthodiste unie, s'est adressé hier aux participants au Congrès international des Métallos. Il a fait valoir que les travailleurs se faisaient malmener par de riches persécuteurs, mais que la solidarité pouvait les vaincre.

«Nous devons repartir d'ici avec une solidarité renouvelée. La seule façon pour nous de réussir est d'unir tous les travailleurs. Nous formons la majorité, nous sommes donc plus nombreux qu'eux.»

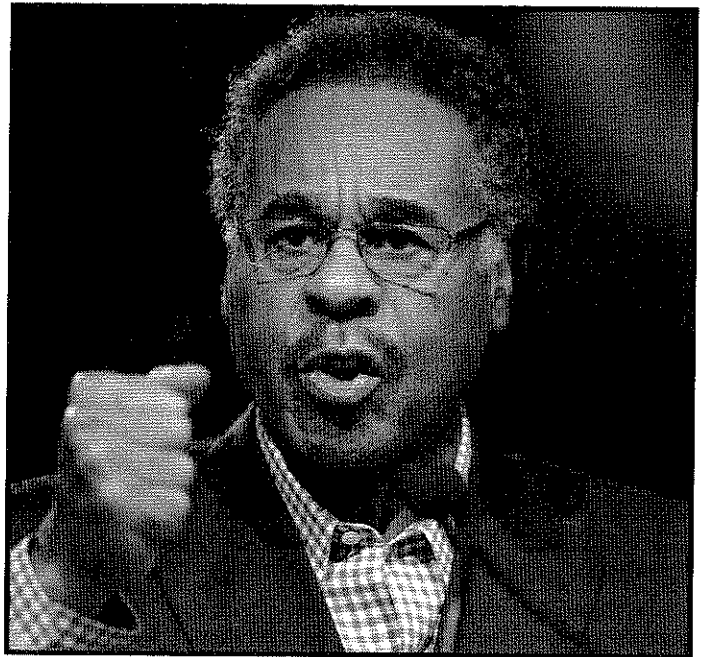
En le présentant aux participants, le directeur du District 12, Emil Ramirez, a mentionné qu'Emanuel Cleaver *«défend les travailleurs et leur famille depuis toujours.»*

Jouant d'ironie, Emanuel Cleaver s'est excusé du fait que seulement 98 % de ses votes provenaient des travailleurs. La foule a applaudi: *«Mon père sortirait de sa tombe en brandissant sa ceinture si je me tenais avec des milliardaires plutôt qu'avec des travailleurs. Je ne le ferai jamais.»*

Emanuel Cleaver a fermement lutté contre l'adoption, par l'État du Missouri d'une loi pour en faire un État *right-to-work* et il entend toujours voter contre lors de l'adoption d'un prochain scrutin à cet égard.

Pour réussir, les travailleurs doivent agir à l'unisson et ne jamais abandonner. Il a donné l'exemple du 7^e président des États-Unis, Andrew Jackson, qui n'était pas le meilleur bagarreur dans sa jeunesse, mais se relevait toujours. *«Les travailleurs doivent être comme lui»*, a-t-il lancé.

«Nous ne pouvons pas nous faire bousculer en permanence», a-t-il dit en guise de conclusion. *«Nous sommes ceux qui avons bâti ce pays. Nous agissons dans la solidarité. Nous sommes les travailleurs. Nous nous relèverons.»*



Le représentant démocrate Emanuel Cleaver, du Missouri

«Nous devons repartir d'ici avec une solidarité renouvelée. La seule façon pour nous de réussir est d'unir tous les travailleurs. Nous formons la majorité, nous sommes donc plus nombreux qu'eux.»

ale, le recrutement et l'environnement

Le président de l'Union internationale des travailleurs du verre, mouleurs, poterie, plastique et autres (VMP), Bruce Smith, a récemment approuvé la fusion avec les Métallos. Il a parlé de l'importance de la mobilisation. *«Nous savons très bien que tout le monde ici a la responsabilité d'assurer la croissance du mouvement ouvrier.»*

Après un débat houleux en après-midi, les délégués ont approuvé la résolution intitulée *«Tracer la voie de notre avenir: Viabilité économique et environnementale»*, prônant une approche équilibrée face aux changements climatiques et s'opposant au repli des lois environnementales.

Certains délégués s'y sont opposés, trouvant qu'elle n'allait pas assez loin et d'autres qu'elle allait trop loin.

Justin Holloway de la section locale 1998 à l'Université de Toronto s'est opposé à ce qu'il a appelé le langage sclérosé de la résolution en disant: *«Il n'y a pas d'emploi sur une planète morte.»*

Selon Ryan O'Callaghan de la section locale 1 chez Philadelphia Energy Solutions, une raffinerie que les Métallos ont contribué à sauver d'une fermeture, cette philosophie risque de coûter des emplois à ses collègues.

Du côté de la majorité ayant appuyé la résolution, Carolyn Egan de la section locale 8300 à Toronto a déclaré: *«Aucun travailleur ne doit être laissé pour compte. La juste transition est essentielle à tout programme de changement climatique. On ne peut choisir entre les emplois et l'environnement.»*

Enthousiasme et passion lors des débats sur les résolutions

C'est avec émotion et ferveur que se sont exprimés les métallos mercredi en appuyant massivement les résolutions favorisant les droits civils et l'inclusion.

Ces quatre résolutions invitent à renforcer la négociation collective du Syndicat, à poursuivre la lutte contre le commerce déloyal, à soutenir les Femmes d'acier et à promouvoir les droits de la personne.

Pendant le débat de la résolution n° 6 sur les Femmes d'acier, les délégués ont ovationné Inder Johal du District 3, qui se présente comme candidate à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique. Tout comme sa marraine du programme, Georgi Bates, l'a fait, elle a souligné que les Femmes d'acier l'avaient aidée dans ses démarches.

Georgi Bates a expliqué qu'elle-même et Inder Johal «*étaient des militantes engagées appuyées par leur section locale et que leur présidente éliminait les obstacles pouvant se trouver sur leur chemin*».

«Je me présente contre un homme qui a détruit des

milliers d'emplois de métallos» en permettant l'exportation de grumes brutes et en appuyant des régimes fiscaux régressifs, a expliqué Inder Johal.

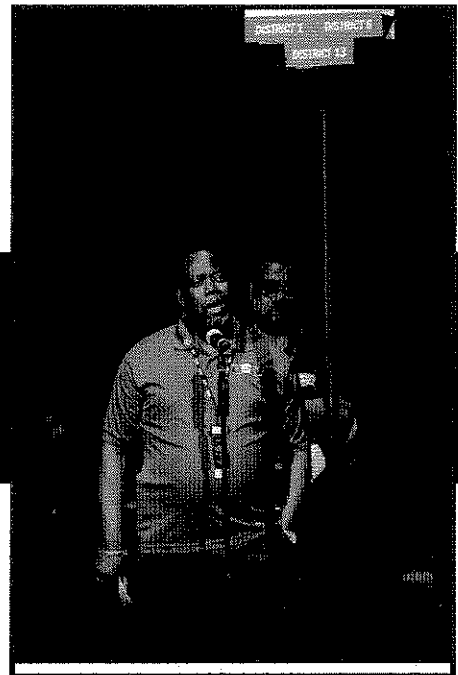
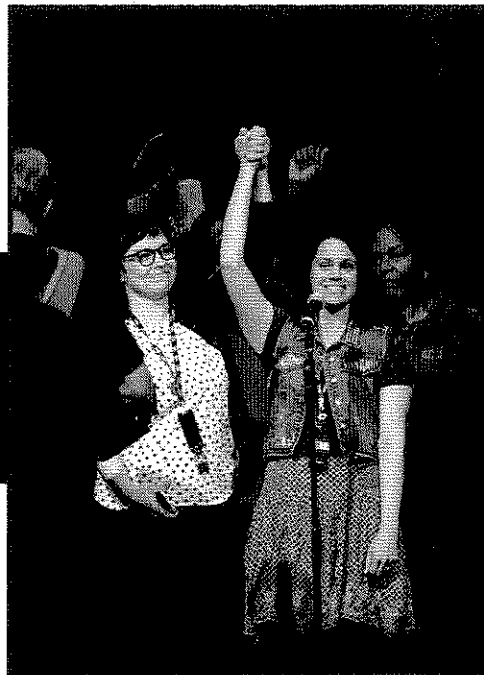
On a ensuite demandé à toutes les Femmes d'acier de se lever et l'assemblée les a chaudement applaudies.

Selon une membre de la section locale 4120 du District 6, Liz Cherry, «*il semble y avoir beaucoup d'obstacles à franchir pour accéder à la présidence de la section locale*». Elle est d'avis que les femmes doivent être représentées aux échelons supérieurs du syndicat.

Le président international Leo Gerard, qui a collaboré à l'établissement du programme des Femmes d'acier il y a trente ans dans le District 6, a dit : «*Un jour, nous aurons des femmes à la direction (des districts), et peut être même une présidente au cours de ma vie.*»

La résolution a été adoptée à l'unanimité, tout comme la résolution n°7 sur les droits civils et les droits de la personne, laquelle oblige chaque section locale à établir un

suite en page 4



Le NPD défend vos intérêts - Tom Mulcair aux Métallos

Le thème du Congrès international reflète l'alliance durable entre le Syndicat des Métallos et le Nouveau Parti démocratique (NPD) du Canada et cela a suscité des changements sociaux et économiques sans précédent depuis plus de cinq décennies, a déclaré le chef de cette formation politique, Thomas Mulcair.

«L'histoire des Métallos et des néodémocrates témoigne du pouvoir de la solidarité», a-t-il plaidé aux délégués mercredi.

«L'égalité et la justice sont enracinées dans nos valeurs communes. Nous croyons qu'une économie durable améliorera la vie de tous, pas juste celle des riches. Par notre solidarité, nous léguerons un monde meilleur et plus juste. C'est ce qui nous unit tous.»

Le Syndicat des Métallos est un partenaire du NPD depuis sa fondation en 1961. C'est grâce au NPD et à ces alliances que fut établi le premier système public d'assurance maladie à payeur unique. Cette formation a favorisé moult programmes et lois ayant contribué à bâtir une société plus juste, plus prospère et plus égalitaire.

Or, les inégalités augmentent au Canada parce qu'autant les gouvernements conservateurs que libéraux adhèrent au programme de la droite qui a pour effet de décimer la classe moyenne, a-t-il poursuivi.

Selon Thomas Mulcair, le gouvernement libéral fédéral «poursuit les mêmes mauvaises politiques et mauvais accords commerciaux qui détruisent nos emplois depuis des décennies».

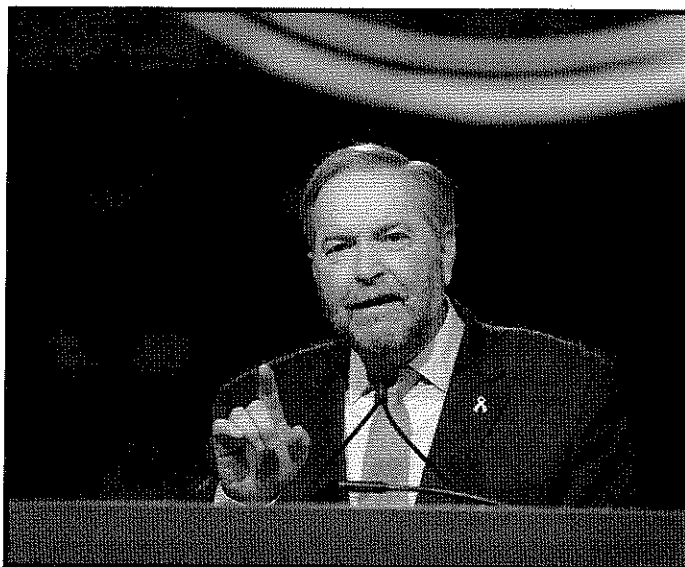
Les libéraux appuient l'ALENA. Ils ont signé un accord commercial avec l'Union européenne qui favorise les entreprises et font tout en leur pouvoir pour sauver le Partenariat transpacifique.

Le NPD «talonne les libéraux et les pousse à agir contre le

dumping d'acier. Celui de la Chine menace particulièrement l'industrie et élimine des dizaines de milliers d'emplois canadiens», a-t-il précisé.

Les néodémocrates se battent pour les travailleurs et une société juste comme les Métallos le font depuis 75 ans. Le directeur canadien Ken Neumann dit souvent que «le NPD n'a pas d'ami plus solide que les Métallos et les Métallos n'ont pas d'ami plus solide que le NPD».

«Consœurs et confrères, sachez que le NPD défend vos intérêts. Nous protégerons vos droits, jour après jour.»



Le chef du Nouveau Parti démocratique du Canada, Thomas Mulcair

Les lauréats des Prix Jefferson à l'honneur

Les délégués au congrès des Métallos ont célébré mercredi le travail communautaire de leurs collègues qui ont obtenu les Prix Jefferson «Les Métallos sont là» en reconnaissance de leurs services à la collectivité.

Le Syndicat a établi le programme il y a deux ans afin de reconnaître les prestations de ses membres, d'en inspirer d'autres à suivre leur exemple et d'attirer l'attention sur des causes nécessitant du soutien.

Décernés à l'échelle locale et nationale depuis 1972, les Prix Jefferson sont considérés comme les «Prix Nobel» des services communautaires. Le Syndicat des Métallos est le premier à s'associer aux Prix Jefferson.

«Le travail de nos militants et de nos dirigeants ne se limite pas au syndicat; il se poursuit dans les localités où nous vivons et travaillons, a déclaré la vice-présidente Carol Landry, en présentant les lauréats. Les métallos sont forts, mais ils ont aussi un grand cœur.»

Les délégués ont honoré la lauréate du prix national 2016, Priscilla Puente de la section locale 13-227 de Pasadena

(Texas), qui a collaboré à instaurer un fonds de bourses d'études pour aider les victimes de violence familiale à obtenir la formation et l'éducation pouvant les aider à trouver de bons emplois.

«Retournez chez vous, passez le mot et changez la vie d'une personne», a-t-elle recommandé aux délégués qui l'ont ovationnée.

La grande lauréate de 2017 Nancy McCurrach, section locale 1944, Ouest du Canada, a recruté des bénévoles pour un «comité de bienvenue» qui a accueilli 600 réfugiés syriens, dont 200 enfants.

Depuis deux ans, un jury indépendant sélectionne les gagnants de chaque district et de l'ORME parmi plus de 250 métallos candidats aux Prix Jefferson.

Toute la semaine, la directrice nationale de la fondation des Prix Jefferson, Amanda Johnson, a pu constater elle-même la bonté et la générosité des Métallos.

Elle a invité les délégués à nommer des candidates et candidats aux prochains prix. «Les Métallos ont redéfini le programme des champions des Prix Jefferson.»